

Opposons-nous aux provocations des États-Unis et de l'OTAN et aux tentatives d'encercler et d'écraser la Russie

- **La voie vers la paix**
- **Le nouvel ordre mondial sera créé par les peuples**
– *Entrevue avec Pauline Easton* –
- **L'apologie des affinités nazies de la vice-première ministre**
– *Peggy Morton* –
- **La « diplomatie coercitive » du Canada envers la Russie**
– *Nick Lin* –
- **Des sénateurs américains donnent au projet de loi sur les sanctions contre la Russie le nom d'un slogan de collaborateurs nazis ukrainiens, « Heroiam Slava »**
- **Le chauvinisme anglo-européen dans le traitement des réfugiés ukrainiens**
 - **L'eurocentrisme et les conceptions racistes sous-tendent les mensonges et la désinformation de l'OTAN**
– *Margaret Villamizar* –

Aux Nations unies

- **Manoeuvres américaines pour enliser les Nations unies**
 - **Session spéciale d'urgence sur l'Ukraine**
- **Déclarations notables en opposition à la résolution de l'ONU et les sanctions contre la Russie**

L'état de la démocratie américaine

- **Le discours de Joe Biden sur l'état de l'Union: une tentative dérisoire d'unir les factions rivales du pouvoir**
– *Kathleen Chandler* –
- **L'assaut du Capitole est considéré comme « une conspiration criminelle visant à frauder les États-Unis »**
- **Le gouverneur de la Floride propose une police électorale**
 - **D'autres preuves du rejet élevé de bulletins de vote postaux des Noirs et Latinos**

Levez le blocus de Cuba par les États-Unis

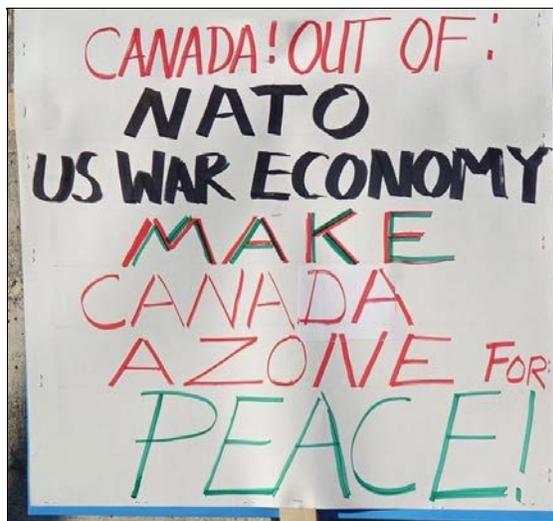
- **Soixante ans de blocus criminel**
– *Ottawa Cuba Connections* –
- **La signature de la pétition contre la guerre des États-Unis contre Cuba a été un succès – reste à venir la réponse officielle d'Ottawa**
– *Le Réseau canadien pour Cuba* –
- **Si le gouvernement des États-Unis se souciait vraiment de l'opinion de l'Assemblée générale des Nations unies, il lèverait le blocus contre Cuba!**
– *Le Réseau caribéen de solidarité avec Cuba* –

Opposons-nous aux provocations des États-Unis et de l'OTAN et aux tentatives d'encercler et d'écraser la Russie

La voie vers la paix

Ce numéro du *LML* contient des articles dénonçant le bellicisme des États-Unis et de l'OTAN et leurs mensonges et désinformation sur les événements en cours.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle toutes les personnes éprises de paix à s'élever contre l'utilisation de l'Ukraine par les États-Unis et l'OTAN comme base avancée pour isoler, encercler, humilier et écraser la Russie. Le gouvernement du Canada et ses ministres marchent au pas avec les États-Unis qui mènent la charge. La vice-première ministre écume de rage et réclame sur un ton revanchard « Écrasez la Russie ! », tandis que le premier ministre et d'autres sont impatients de prouver leur zèle en se couvrant sans honte du drapeau ukrainien et en criant « Gloire à l'Ukraine ! Gloire aux héros » – les slogans des forces néonazies qu'ils ont mobilisées pour mener des attaques terroristes contre la population dans l'est de l'Ukraine. Ils publient ensuite des rétractations pour essayer de cacher la signification de leur geste.



Les États-Unis, le Canada et d'autres pays d'Europe imposent des sanctions brutales à la Russie. Ces sanctions ne sont pas du tout motivées par le désir de régler les problèmes actuels, problèmes qui sont apparus à la suite de l'établissement du nouvel ordre mondial à la fin de la division bipolaire du monde, en 1989-1991. Durant la division bipolaire, les deux superpuissances avaient chacune leurs sphères d'influence en Europe et dans le monde et il y avait un certain équilibre. Depuis, les États-Unis ont déclaré leur propre nouvel ordre mondial, qui préside à un grand déséquilibre. Les forces de la contre-révolution et de toute la réaction ont pris le dessus, sans contrepoids officiel pour refroidir leurs ardeurs.

Plus les États-Unis s'efforcent d'être la seule superpuissance, plus ils mettent les pays de l'OTAN sous leur contrôle, plus le déséquilibre est grand et plus les dangers d'une nouvelle guerre mondiale sont grands. En utilisant l'Ukraine comme base avancée, ils imposent leur dictat à toute l'Europe, ils arment l'OTAN jusqu'aux dents et déploient de plus en plus de soldats aux frontières de la Russie.

L'attaque préventive de la Russie est la conséquence du refus des États-Unis et de l'OTAN de reconnaître les conditions que la Russie exige pour sécuriser ses frontières depuis la fin de la division bipolaire. Parler d'« agression russe », c'est détourner l'attention de la réalité qu'il n'y aurait pas de conflit aujourd'hui, en tout cas certainement pas ce conflit, si les États-Unis n'avaient pas fait campagne pour l'expansion de l'OTAN, qu'ils avaient accepté de maintenir l'Ukraine en dehors de l'OTAN, s'ils ne l'avaient pas utilisée pour permettre aux bandes néonazies d'attaquer la population de l'est de l'Ukraine et de menacer les frontières de la Russie. L'OTAN devait être démantelée après le démantèlement officiel du Pacte de Varsovie en mars et juillet 1991, à la suite de la dissolution de l'Union soviétique. Au lieu de cela, les États-Unis l'ont élargie et utilisent la stratégie de la corde raide – poussant la situation à ses extrêmes pour voir jusqu'où ils peuvent aller dans l'avancement de leur stratégie d'écraser la Russie pour ensuite affronter la Chine en position de force.

Ce n'est pas du tout un chemin vers la paix.

Le nouvel ordre mondial sera créé par les peuples

– Entrevue avec Pauline Easton –

LML : Le PCC(M-L) dit qu'on ne peut pas mettre sur un pied d'égalité l'action militaire russe en Ukraine et le bellicisme et l'expansion des États-Unis et de l'OTAN en Europe de l'Est. Peux-tu nous expliquer ?

Pauline Easton : Oui, bien sûr. Merci pour cette question. Nous avons reçu de nombreuses lettres cette semaine, certaines sceptiques ou carrément opposées à la position que nous avons adoptée, mais d'autres – en fait la plupart – nous soutiennent et nous remercient de l'appel à nous opposer au bellicisme, à la désinformation et aux mensonges des États-Unis et de l'OTAN afin de parvenir à des conclusions justifiées.

Du nord de l'Europe nous avons reçu ce commentaire :

« Les voix anti-OTAN sont très solitaires, rares et disperses cette semaine. Tous les préjugés idéologiques sont à l'oeuvre dans des rafales de désinformation hystérique. Ce sont les mêmes préjugés qu'au plus fort de la guerre froide, mais sans l'anticommunisme ouvert et avec le bavardage des médias sociaux qui rend les choses encore plus confuses. L'OTAN a attisé la colère de la Russie et maintenant... même 'l'extrême gauche' ici veut soudainement que l'OTAN soit déployée partout et que l'homme soit interné dans un asile. »



Cela rappelle la façon dont ils ont diabolisé Saddam Hussein. Le mouvement antiguerre était invité à faire de Saddam le problème plutôt que de s'opposer à ce que faisaient les États-Unis, mais il a fini par adopter une position claire, il a reconnu que notre responsabilité était de nous opposer aux visées américaines et à leur soi-disant coalition des volontaires et de laisser le peuple irakien s'occuper de Saddam Hussein. Et vous avez vu quels mensonges éhontés les États-Unis ont utilisés pour humilier le peuple irakien qui ne pouvait pas se défendre. Vous avez vu quelles souffrances ils lui ont fait subir, comment ils n'ont pas hésité à détruire son patrimoine culturel au nom de la paix, de la liberté et de la démocratie.

LML : Certains sont pris dans l'hystérie des médias sociaux et les allégations que la Russie s'en prend à des civils. Ils expriment leur sympathie en demandant à la Russie de retirer ses troupes d'Ukraine. Ils pensent que s'opposer à « l'agression russe » est le moyen de parvenir à la paix.

Pauline : Oui, malheureusement c'est le slogan que les États-Unis ont repris dans les résolutions qu'ils ont présentées à l'ONU. Les États-Unis et l'OTAN semblent avoir adopté toutes les positions du mouvement antiguerre, y compris l'opposition au recours à la force dans le règlement des conflits. Mais ce qu'ils défendent réellement va tôt ou tard se révéler.

En 1989-1991, au moment où les États-Unis et les grandes puissances de la vieille Europe, avec la complicité du Canada et de certains pays d'Europe de l'Est que les États-Unis avaient pris sous leur aile, poussaient des cris d'euphorie. La démocratie a triomphé, ont-ils proclamé. Ils ont décrété que le monde entier devait maintenant adopter les valeurs européennes, Hardial Bains a écrit un essai intitulé *Époque* dans lequel il souligne ceci :

« Les mots d'ordre mis de l'avant par les différentes forces ne correspondaient pas vraiment à leur nature. La droite a réclamé la démocratie, son ennemi juré. Les travailleurs ont demandé que soient portées au pouvoir les nouvelles forces qui, à coup sûr, agiraient à l'encontre de leurs intérêts. Bientôt toutes ces forces apparaîtront sous leur vrai jour. S'il est vrai qu'aucune force ne peut agir comme avant, il est également vrai qu'aucune force ne peut cacher sa vraie nature. Les mots reprendront leur sens et les choses et les événements se révéleront dans leur essence véritable. » (25 avril 1991)

Ce qu'il a écrit en 1991 caractérise également la phase actuelle de ce moment de redéfinition historique. Le caractère réel de toutes les forces en présence va se révéler. Les mots prendront à nouveau leur véritable sens et la qualité réelle des choses et des événements apparaîtra. Au cours de la période 1989-1991, l'euphorie des États-Unis et de leurs alliés, qui prétendaient que la démocratie avait triomphé, a été rapidement exposée, les riches devenant plus riches et les pauvres plus pauvres subissant le poids de l'offensive néolibérale antisociale. Des guerres de destruction ont été déclenchées par les États-Unis, qui se prétendaient la seule superpuissance. Aujourd'hui encore, les cercles dirigeants américains et ceux de leurs alliés sont euphoriques, ivres de croire que le monde entier est à leurs côtés. La pression poussant à la réconciliation avec ce que font les États-Unis est énorme aujourd'hui. Mais cela n'apportera pas la paix, pas même à court terme, pas même pour éviter une guerre de plus grande envergure.

Nous sympathisons avec ceux qui déplorent la souffrance des civils dans toutes ces guerres, mais lorsqu'il s'agit de renverser la situation en faveur des peuples, cela ne suffit pas. Pas mal de gens au Canada, pas seulement dans les cercles officiels, mais aussi dans le mouvement syndical et même dans les cercles antiguerre, apprennent par l'expérience qu'ils doivent tôt ou tard assumer la responsabilité de ce qu'ils soutiennent quand ils se retrouvent du côté des cercles officiels. Nous avons tous cette responsabilité. C'est l'appel de l'histoire, pas une affaire de croyances, bonnes ou mauvaises, de chacun.



LML : Que veux-tu dire ?

Pauline : Les milieux officiels fomentent l'hystérie et font le salut des collaborateurs nazis de la Deuxième Guerre mondiale en criant « Gloire à l'Ukraine – Gloire aux héros », puis ils disent que ce slogan n'a pas une signification néonazie aujourd'hui. Les racistes et les suprémacistes blancs aux États-Unis et en Europe, et au Canada aussi, sont euphoriques. Comme la vice-première ministre et ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland, ils semblent penser qu'ils ont gagné la guerre, qu'ils vont écraser la Russie et soutenir les visées américaines pour imposer leur dictat à l'Europe et dominer le monde. À leurs risques et périls, ils oublient qu'en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme au cœur même de l'impérialisme – aux États-Unis, en Europe, au Canada et en Océanie –, les peuples luttent pour une liberté, une démocratie et une paix qui leur soient favorables. C'est la force prépondérante parmi les peuples du monde. Ce sont eux qui ont à gagner à ce que l'autorité soit à la hauteur des conditions. Ils réclament à la société la mise en place d'institutions gouvernantes qui répondent aux conditions, qui soient favorables à l'affirmation de leur droit d'être. Ils combattent ceux qui cherchent à dominer le monde à leurs dépens.

C'est ce qui se passe et il faut en tenir compte.

LML : Le PCC(M-L) a tenu des consultations avec ses membres aux niveaux national, régional et local dès que la Russie a lancé son opération militaire en Ukraine le 24 février. Le Parti a suivi le déroulement des événements et a déclaré que les causes et les leçons doivent être trouvées dans le «

Nouvel ordre mondial » établi par les États-Unis et les grandes puissances de la vieille Europe en 1991, auquel le Canada et certains pays d'Europe de l'Est ont contribué. Peux-tu nous en dire plus à ce sujet ?

Pauline : En novembre 1990, 34 pays, dont le Canada, se sont réunis à Paris lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour signer la *Charte de Paris pour une nouvelle Europe*. (La CSCE est devenue l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en décembre 1994). La *Charte de Paris* déclarait essentiellement que l'adhésion aux définitions américaines de l'économie de libre-marché, d'élections multipartites et des droits humains est la condition préalable à l'établissement de relations entre les pays. Ils ont appelé cela un « nouvel ordre mondial ». Cela comprend l'acceptation des « valeurs européennes » comme critère permettant de déterminer si un pays est ami ou ennemi. De récents documents déclassifiés de la Bibliothèque présidentielle Clinton confirment que c'est à ce moment-là que les discussions ont commencé dans les cercles officiels sur « une mise à jour et un réalignement de l'ensemble de l'architecture des relations entre les États-Unis et l'Europe ». Un des chercheurs écrit : « les partisans de la Russie craignaient que l'élargissement de l'OTAN n'aggrave les insécurités russes » ; les sceptiques de la Russie soutenaient l'élargissement parce qu'ils pensaient que l'OTAN devait tirer parti de la faiblesse temporaire de la Russie.



Les documents déclassifiés montrent que l'émergence du Partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN, initié par les États-Unis en 1994, « était un compromis entre les deux camps ». Le PPP a permis l'élargissement de l'OTAN aux membres de l'ancien Pacte de Varsovie, qui avait été dissous lors de la dissolution de l'Union soviétique en 1991.

Autrement dit, le plan de cibler la Russie n'était pas caché et il est en marche depuis ce moment-là.

En 1995, le président Bill Clinton s'est rendu à Kiev pour célébrer la décision de l'Ukraine d'adopter l'économie de marché et de renoncer à ses armes nucléaires.

Le Partenariat pour la paix a lancé un processus permettant aux pays d'adhérer à l'OTAN une fois qu'ils ont démontré qu'ils satisfaisaient aux conditions établies par la *Charte de Paris* et qu'ils se sont suffisamment endettés pour payer leurs contributions militaires à l'OTAN. Cela signifiait qu'ils avaient compromis leur souveraineté en se soumettant aux États-Unis et ont subordonné leur économie aux institutions financières sous contrôle américain. Depuis lors, la crise généralisée, avec la crise économique à la base, s'est aggravée tant aux États-Unis qu'à l'échelle mondiale. La tendance à l'enrichissement des riches et à l'appauvrissement des pauvres révèle rapidement des résultats insoutenables pour les pauvres et pour les structures des institutions dites démocratiques fondées sur l'inégalité, le racisme et les pouvoirs de police. Les oligopoles, qui représentent des intérêts supranationaux opérant par le biais de cartels et de coalitions, se sont emparés des pouvoirs de décision dans divers pays. Plus ils se querellent pour le contrôle du pouvoir exécutif aux États-Unis, plus les États-Unis lancent des guerres d'agression et d'occupation à l'étranger comme autant de tentatives, aussi infructueuses soient-elles, d'unifier leurs bureaucraties militaire et civile à l'intérieur du pays et de l'emporter sur leurs rivaux à l'étranger, y compris en Europe.

Le problème s'aggrave pour les États-Unis, il ne s'améliore pas, peu importe combien de pays sont forcés de se soumettre et de se joignent à leur quête de domination. À peine un ans après son arrivée au pouvoir, l'administration Biden a déjà subi trois échecs en matière de politique étrangère, le premier étant son humiliation en Afghanistan, le second, son incapacité à imposer un changement de régime à Cuba en juillet 2021 et maintenant, le troisième, son incapacité à forcer la

Russie à se soumettre à la menace de l'usage de la force, même lorsqu'appuyée par le déploiement de troupes et d'armement. Et c'est sans compter l'assaut du Capitole le 6 janvier qui a certainement exposé l'incapacité des élections et des institutions dites démocratiques à assurer une transition pacifique du pouvoir.

La guerre actuelle en Ukraine survient parce que la Russie ne pouvait plus se permettre de tolérer la tentative des États-Unis de l'isoler, de l'encercler, de l'humilier et de l'écraser en utilisant l'Ukraine comme base avancée depuis 2014. Aucun pays n'accepterait que sa sécurité soit menacée toujours plus chaque jour, chaque année. Comment peut-on entretenir pacifiquement des relations économiques et commerciales, des relations diplomatiques, des relations culturelles et des relations dans tous les domaines de la vie dans de telles conditions ?

Dans cette situation, il n'est pas utile de vouloir mettre sur un pied d'égalité ce que fait la Russie et ce que font les États-Unis, car l'une des principales causes de l'anarchie et de la violence dans le monde est la quête de domination des États-Unis, avec leurs quelques 750 bases militaires à l'étranger, leur utilisation de l'OTAN pour forcer les pays à se soumettre à leur volonté, leur utilisation de la lie des forces fascistes de la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que des contracteurs privés qui engagent cette lie et des mercenaires grassement payés. De même leurs guerres de destruction non provoquées contre des pays d'Asie et d'Afrique, contre la Yougoslavie, l'Amérique latine et les Caraïbes. L'imposition du « nouvel ordre mondial » américain, dans les conditions de déséquilibre actuelles, accroît l'anarchie et la violence et fait naître de nouveaux dangers. La « guerre contre le terrorisme » et tous les crimes commis en son nom n'en sont qu'un exemple. De même, les formidables forces productives humaines qui apparaissent sur la scène de l'histoire échappent au contrôle des intérêts supranationaux privés étroits et à celui des États-Unis. Ce qu'ils ne peuvent pas contrôler, ils le détruisent, ce qui engendre encore plus de violence et de guerres de destruction. Ce qu'il faut, c'est le contrôle des forces productives par les peuples de manière à servir l'environnement humain et naturel.

Si l'on ne s'attaque pas à ces problèmes, rien de ce que font la Russie ou les États-Unis n'apportera la paix, la liberté et la démocratie auxquelles les peuples aspirent, car ce qu'il faut, c'est un nouvel ordre mondial créé par les peuples eux-mêmes. Néanmoins, dans le contexte actuel, les arguments donnés par Cuba, la Syrie et d'autres pays, y compris la Chine, le Vietnam, la République populaire démocratique de Corée, le Mexique et le Venezuela correspondent à ce que les conditions exigent.

LML : Il semble que les États-Unis aient des difficultés à prévoir le résultat de leurs diverses actions, comme celles contre Cuba et la défaite en Afghanistan. Quel impact cela a-t-il sur la situation actuelle ?

Pauline : L'anarchie et la violence sont si étendues que rien n'est prévisible. Sur la base de quelles normes peut-on mesurer les choses lorsque les intérêts privés étroits font ce qu'ils veulent ? Les institutions existantes de la démocratie libérale ont été minées à tel point qu'il n'y a plus d'État de droit, seulement des pouvoirs de police concentrés dans la main des gouvernants. Les agences de renseignement américaines et celles de leurs alliés du « Groupe des cinq », et d'autres, ne peuvent plus prévoir le résultat des élections, et encore moins les aventures militaires et la politique de la corde raide. Ces échecs incluent les rivalités intenses aux États-Unis. Aujourd'hui, on ne parle pas de guerre civile, mais de quand. Il y a une vaste désinformation pour maintenir le public en déséquilibre. La législation accorde l'utilisation des pouvoirs de police au nom de la « guerre contre le terrorisme », de l'opposition à la « propagande haineuse » et des « dangers posés à la sécurité nationale », etc.

Chaque jour, des circonstances exceptionnelles sont déclarées qui nécessitent des pouvoirs d'urgence et de guerre permanents, concentrés entre les mains des dirigeants des pays, des États et des institutions privées. Les violations de la constitution et de l'état de droit ont suscité de nombreuses oppositions. L'hégémon américain et ses alliés de l'OTAN, au sein desquels le Canada joue un rôle de premier plan, ont concocté ce qu'ils appellent « l'ordre international fondé sur des règles », dont ils établissent les règles au fur et à mesure, à l'improviste. Il en résulte davantage

d'anarchie et de violence, ce qui convient aux oligopoles qui peuvent intervenir en toute impunité, jouant les bouts contre le milieu pour librement s'emparer du butin. Mais cela signifie également que les agences de renseignement, ainsi que les instituts de sondage et les groupes de réflexion, ne peuvent plus prédire les résultats. Pendant ce temps, « l'ordre international fondé sur des règles » sert à tester la capacité de résistance des rivaux, en utilisant la menace de la force pour les amener à se soumettre. C'est également pour tâter le terrain et voir comment les peuples réagiront aux demandes américaines, jusqu'où les États-Unis peuvent détourner et diviser leurs mouvements pour l'affirmation de leurs droits.



Les forces revanchistes aux États-Unis, au Canada et en Europe trouvent leur origine dans les jours de la Première Guerre mondiale, lorsque les empires tsariste, ottoman, austro-hongrois et britannique se sont effondrés. Ils reprochent à la Grande Révolution d'Octobre leur expropriation et la perte de leurs titres aristocratiques que le Nouvel ordre mondial est censé rétablir. Ils étaient particulièrement virulents contre l'Union soviétique communiste qui les a expropriés et maintenant contre la Russie et son président qui gardent sous contrôle russe ce qu'ils convoitent.

La principale caractéristique du « nouvel ordre mondial » imposé par les États-Unis et les grandes puissances de la vieille Europe est que la Fédération de Russie, la Chine et tous les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, ainsi que l'Europe, doivent se soumettre aux États-Unis et accepter que les États-Unis règnent désormais en maîtres. Tout le monde, en particulier la Chine et la Fédération de Russie, doit se prosterner devant les États-Unis.

De cette notion de « nation indispensable », où toutes les autres sont considérées comme non indispensables, découlent tous les crimes commis au nom de grands idéaux et la promotion de la prétendue supériorité des valeurs américaines et européennes, une idée raciste.

Les sanctions contre la Russie et d'autres pays ont pour but d'assurer la prédominance d'un seul système économique, dominé par une seule Banque mondiale, un seul Fonds monétaire international et une seule Organisation internationale du commerce, tous sous le contrôle des États-Unis. La condition préalable à ce « nouvel ordre mondial » est que tout le monde doit se soumettre à ces institutions. L'ironie est qu'après des années d'imposition de sanctions financières, commerciales et économiques qui n'ont pas atteint leur but, le renforcement de ces mêmes sanctions à l'heure actuelle n'est pas susceptible de l'atteindre non plus.

Au contraire, cela pourrait bien conduire à la création de systèmes alternatifs, indépendants du dollar américain et fonctionnels. Cela pourrait bien conduire à l'humiliation des États-Unis, et non de la Russie, de la Chine et de tous les autres pays qui cherchent à commercer sur la base de règles qui s'appliquent de manière égale à tous, et non pas fixées et contrôlées par des intérêts unilatéraux des États-Unis à leur détriment.

Le bellicisme des États-Unis et de l'OTAN pour justifier l'encerclement de la Russie dans l'espoir qu'elle cède et se soumette au diktat américain n'a rien à voir avec l'aide au peuple ukrainien, ni avec la défense collective de l'Europe, ni avec un quelconque principe. Chaque action que les États-Unis et l'OTAN, y compris le Canada, ont menée depuis qu'ils ont proclamé leur « nouvel ordre mondial » viole le droit d'être de toutes les nations qui composent l'Europe, et pas seulement de la plus grande d'entre elles, qui est en effet la Russie.

Loin d'être une force qui défend les droits humains, la paix et la démocratie, les États-Unis ont ressuscité les descendants des collaborateurs nazis, qu'ils appellent, dans la tradition nazie, des « combattants de la liberté », et les engagent dans des activités contre-révolutionnaires systématiques – en Ukraine, au Canada, aux États-Unis et ailleurs, surtout partout en Asie, en Afrique et en Amérique latine où ils incitent à des insurrections pour pouvoir pêcher en eaux troubles.

Les États-Unis et leurs « alliés » et « coalitions de volontaires » violent également, en toute impunité, le droit d'être de tous les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et ont intégré le Canada en bloc à leur économie et leur machine de guerre.

C'est en réaction à ce « nouvel ordre mondial » justement que, à l'échelle mondiale, la conscience des peuples s'approfondit, non seulement en ce qui concerne les problèmes économiques auxquels ils sont confrontés – toutes sortes de privations, toutes sortes d'insécurité – mais aussi en termes de génocide et de discrimination à l'égard de divers peuples jugés inférieurs et de classes de personnes dont l'oppression et l'asservissement sont justifiés par les gouvernants. Il y a aussi l'intensification de l'exploitation sur la base de la domination d'un pays par un autre, sans compter les problèmes de l'environnement, de qualité de vie, etc. Cette conscience grandit partout. Nulle part les peuples n'ont abandonné la lutte pour leurs droits.

C'est l'autre caractéristique du « nouvel ordre mondial » impérialiste américain. Les peuples se battent. Ils réclament leurs droits en s'appuyant de plus en plus sur leur propre matière intellectuelle et cherchent à voir le monde d'une position qui les avantage plutôt que du point de vue des impérialistes et de toute la réaction.

Les peuples résistent : ils perfectionnent leur capacité d'organisation afin d'établir des arrangements et des institutions modernes qui les servent.

Dans ce contexte, les champions du « nouvel ordre mondial » américain font tout en leur pouvoir pour que les peuples n'établissent pas leur propre perspective qui leur permette d'activer l'action humaine et intervenir d'une manière qui leur soit favorable.

Aujourd'hui, alors même que le conflit s'intensifie, que les États-Unis, le Canada et les autres fauteurs de guerre de l'OTAN condamnent les actions militaires de la Fédération de Russie en Ukraine, les États-Unis utilisent des drones armés pour bombarder la Somalie et ont lancé une attaque de missiles contre la Syrie. Où était la condamnation ? Où est l'indignation ? Pourquoi la vie de certains en Europe vaut-elle plus que celle du reste du monde ?

La résolution présentée par les États-Unis à l'ONU se contente d'exiger que les troupes russes quittent l'Ukraine, fermant les yeux sur le fait que ce que demande la Russie concernant la garantie de sa sécurité n'est pas du tout du même ordre de choses que l'objectif hégémonique pour lequel les troupes américaines se battent dans le monde entier.

L'adoption officielle de bannières et de slogans néonazis qui, selon ce narratif, sont les défenseurs du peuple ukrainien, va de pair avec un chauvinisme américain et eurocentrique virulents et un racisme pur et simple. Cela se voit dans leurs déclarations et dans l'abandon et les mauvais traitements qu'ils infligent aux immigrants noirs d'Afrique et des Caraïbes en Ukraine, ailleurs en Europe et aux États-Unis même. Pendant ce temps, le 200e vol d'expulsion illégale de l'administration Biden a envoyé 129 Haïtiens à Port-au-Prince, au nombre des plus de 2 millions de personnes expulsées depuis que Joe Biden a assumé ses fonctions.

LML : Que voudrais-tu dire pour conclure ?

Pauline : Le PCC(M-L) demande à ses membres de redoubler d'efforts pour mettre en garde les Canadiens contre les pièges que leur tendent les cercles officiels, tels que l'exploitation de leurs préoccupations concernant les victimes de la guerre et les préjugés personnels contre le président russe Vladimir Poutine. Ces pièges comprennent notamment soutenir les appels qui gravitent autour de l'humiliation de la Russie en mettant ce qu'elle fait sur un pied d'égalité avec ce que font

les États-Unis et l'OTAN.

Humilier et écraser la Russie ne résoudra pas le déséquilibre qui existe à l'échelle mondiale d'une manière favorable aux peuples. Soutenir le régime ukrainien antirusse dans lequel des néonazis sont financés, armés, entraînés et déchaînés pour lâcher la folie meurtrière contre les Ukrainiens russophones, qui représentent un tiers de la population, n'apportera pas la paix. Les États-Unis tentent de retourner l'opinion publique mondiale en leur faveur en qualifiant la Russie d'agresseur, mais c'est une mauvaise interprétation de la définition de l'agression issue des procès de Nuremberg à la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale. Il est important de ne pas permettre aux États-Unis, à l'OTAN et à leurs autres alliés de se déclarer champions de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Le nouvel ordre mondial doit être créé par les peuples eux-mêmes. C'est l'appel de l'histoire.

L'apologie des affinités nazies de la vice-première ministre

– *Peggy Morton* –

Après un rassemblement organisé par le Congrès ukrainien canadien à Toronto le 27 février, la vice-première ministre Chrystia Freeland où on la voit aidant à tenir une écharpe rouge et noire portant le slogan « Gloire à l'Ukraine ». Les médias font remarquer que le maire de Toronto, John Tory, qui se tenait aux côtés de Mme Freeland, a partagé une photo d'eux dans laquelle on voit l'autre côté de l'écharpe portant le slogan « Gloire aux héros ». La ministre et le maire ont tous deux depuis retiré ces photos.



Les drapeaux rouges et noirs représentent les « banderites », l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), l'aile militaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN-B), des organisations fascistes qui ont collaboré avec les nazis et perpétré des crimes de guerre sans nom, dont le massacre de plus de 100 000 Polonais et Juifs en 'Ukraine occidentale pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le slogan « Gloire à l'Ukraine » avec la réponse « Gloire aux héros » est le slogan de l'OUN-B[1].

Dès sa publication, la photo a soulevé un tollé d'opposition et elle a été enlevée et remplacée. Ensuite, l'attachée de presse de Chrystia Freeland a répondu : « C'est une tactique de salissage typique du KGB d'accuser les Ukrainiens et les Ukrainiens-Canadiens d'être des extrémistes de l'extrême-droite ou des fascistes ou des nazis. En effet, le but déclaré du président Poutine est la 'dénazification' d'un pays dirigé par un président juif-ukrainien. »

On nous dit que Chrystia Freeland voulait tout simplement être polie, ce qui laisse entendre qu'elle n'appuie pas les « banderites ». Puis, on nous dit que ces slogans sont ceux de l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie, une prise de position. Pourquoi alors a-t-elle retiré la photo s'il n'y avait rien à cacher ?

L'attachée de presse poursuivi : « Plusieurs personnes cherchaient à se faire prendre en photo et donnaient des objets symboliques, comme des rubans, à la vice-première ministre. Celle-ci ne cherchait qu'à être amicale avec tous ceux qui l'approchaient. Quelqu'un lui a présenté un tissu rouge et noir. Une photo a été prise, gazouillée, et plus tard remplacée lorsque clairement certains comptes déformaient l'intention du rassemblement et de la photo. »

L'attachée de presse en suite déclaré que « Slava Ukraini » - « Gloire à l'Ukraine » était le « slogan de l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie aujourd'hui », et que le premier ministre Justin Trudeau et le premier ministre britannique Boris Johnson ont aussi utilisé cette expression. »

Le cabinet de Chrystia Freeland suggère également que le rouge et le noir représentent la culture et l'histoire ukrainienne. Venant à la rescousse de la vice-première ministre, le directeur de l'Institut canadien des études ukrainiennes (ICEU) est allé jusqu'à dire que la symbolique rouge et noire a ses origines non pas chez les collaborateurs nazis mais dans le Hetmanat cosaque du XVIIe siècle.

Per Anders Rudling, un professeur associé du département d'histoire de l'Université de Lund en Suède, qui a beaucoup écrit sur le nationalisme ukrainien, affirme : « Le rouge et le noir sont les couleurs de l'aile Bandera de l'organisation des nationalistes ukrainiens. Le drapeau symbolise le sang et la terre, et a été adopté par cette organisation en 1941... »

Les néonazis en Ukraine déploient le drapeau rouge et noir de Bandera. Ils le portent dans les parades aux flambeaux annuelles en hommage à Stepan Bandera, que les gouvernements ukrainiens ont « réhabilité » après le coup d'État de Maïdan en 2014. Stepan Bandera est maintenant officiellement un « Héros de l'Ukraine ». Sa fête a été officiellement célébrée le 1 janvier 2022 à Lviv, en Ukraine occidentale, la ville où la OUN a perpétré son premier pogrom contre le peuple juif en 1941.

Depuis 2015, des soldats canadiens forment la milice fanatique néonazie, la brigade Azov, dans le cadre de l'Opération Unifier. On peut voir les membres de la brigade Azov se faire photographier, portant des croix gammées à côté du drapeau de l'OTAN. Depuis 2015, les soldats canadiens ont participé aux cérémonies du Jour du Souvenir à Etobicoke, non pas avec des Ukrainiens-Canadiens qui se sont battus pour vaincre le fascisme, mais avec l'Association canadienne des anciens combattants ukrainiens (UWVA), les collaborateurs nazis de l'Allemagne hitlérienne.



Manifestation à Donetsk en 2014 contre le gouvernement issu du coup d'État



Des représentants des Forces armées canadiennes, participent au « Jour du Souvenir ukrainien » à Etobicoke, le 11 novembre 2015, aux côtés de sympathisants de formations fascistes ukrainiennes de la Deuxième Guerre mondiale et de sympathisants d'organisations néonazies qui font partie du régime putschiste actuel.

Quant aux références au Hetmanat cosaque, rappelons qu'un hetman est un chef suprême militaire ayant des pouvoirs dictatoriaux sur les affaires de l'État. Plus récemment dans l'histoire, il est représenté par l'installation de Pavlo Skoropadsky par les Allemands en tant qu'Hetman de l'Ukraine d'avril à août 1918, un événement célébré par des ultra-réactionnaires en tant que « premier État ukrainien indépendant ». Les membres de sa famille ont plus tard créé un mouvement qui tentait de rétablir l'autorité du Hetman dans la Maison royale de Skoropadsky.

L'ICEU est lui-même un apologiste des crimes des banderites. L'encyclopédie en ligne de l'Ukraine, un projet d'ICEU, décrit l'UPA de façon élogieuse :

« Armée insurrectionnelle ukrainienne (Ukrainska povstanska armilia). Une formation militaire ukrainienne qui a combattu de 1942 à 1949, principalement en Ukraine, contre les régimes d'occupation allemands et soviétiques. Sa raison d'être immédiate était de protéger la population ukrainienne de la répression et l'exploitation allemande et soviétique ; son but ultime était un État de l'Ukraine indépendant et unifié... »

L'UPA a lancé l'appel à un nettoyage ethnique des Polonais et des juifs, et l'a fait en perpétrant des tueries de masse, montrant quel « État indépendant et unifié » il préconisait.

Le vice-premier ministre est passé de la poêle à frire au feu. L'apologétique ne parviendra pas à cacher ce que le gouvernement du Canada représente et fait en Ukraine.

C'est ce qui s'appelle tomber de Charybde en Scylla.



L'ambassadeur du Canada en Ukraine, Roman Waschuk, a pris la parole lors de la cérémonie du 21 août 2019 qui a dévoilé un monument à Sambir en l'honneur des membres de l'Organisation des nationalistes ukrainiens et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne qui ont collaboré avec les nazis.



Des membres du bataillon Azov posent avec le drapeau de l'OTAN sur une photo postée sur twitter.

Note

1. Voir Dans l'actualité, 4 mars, « Oui à la paix, la liberté et la démocratie ! Non au nationalisme ukrainien ultra-réactionnaire sous le slogan 'Gloire à l'Ukraine, Gloire aux héros!' », LML quotidien, 4 mars 2022

La « diplomatie coercitive » du Canada envers la Russie

– Nick Lin –

Il est connu que ce sont les États-Unis qui définissent la politique étrangère du Canada. Une partie méprisable de cette politique étrangère consiste à mener ce qui est appelé sans honte la « diplomatie coercitive » pour imposer le diktat des États-Unis aux autres pays.

En conséquence, le Canada a mis en place des sanctions contre la Russie depuis le 17 mars 2014, à la suite du coup d'État de la place Maïdan orchestré par les États-Unis, dans lequel le Canada a joué un rôle très important. Ces sanctions, appelées *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie*, ont été modifiées en 2015, 2016, 2019, 2021 et plus récemment les 24 et 28 février de cette année.

Comme les États-Unis, le Canada n'a pas reconnu les préoccupations de la Russie en matière de sécurité en annonçant ses dernières sanctions, ni comment les sanctions vont résoudre ces problèmes. Au contraire, la ministre des Finances et vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland, ne manque pas une occasion de cracher son venin contre la Russie et d'exprimer son désir de la voir « écrasée ».

En plus d'être conscients du rôle honteux du Canada dans son appui aux sanctions des États-Unis, il est important que les travailleurs du Canada et du Québec prennent note de l'esprit revanchard dans lequel la Russie est menacée par des sanctions et qui profère ces menaces.

Lors de la réunion du G20 le 17 février, en sa qualité de vice-première ministre, Chrystia Freeland a menacé : « Et à nos homologues russes qui s'efforcent aujourd'hui vainement de soutenir un rouble en chute libre, permettez-moi de dire : vous aviez été avertis. J'ai prévenu que les sanctions économiques de l'Occident seraient rapides, coordonnées, durables et dévastatrices. »



En annonçant de nouvelles sanctions après une réunion du G7 le 1er mars, Chrystia Freeland a pleinement affiché son arrogance et son esprit revanchard. « La Russie n'est pas l'Union soviétique. La Russie est une économie et une société qui est profondément intégrée à l'Occident et profondément intégrée à l'économie mondiale. Ce que nous voyons ici de la part de Vladimir Poutine, c'est une tentative d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Il veut se comporter comme un dictateur communiste », a-t-elle déclaré. Puis d'un air supérieur elle a dit : « Vous n'avez pas le droit de faire ça. Si vous faites la guerre à un ordre international fondé sur des règles, nous allons vous exclure de l'économie mondiale. »

Dans un communiqué du Cabinet du premier ministre du 24 février, Chrystia Freeland est citée comme disant :

« Aujourd'hui, nous nous sommes réveillés dans un monde différent. La Russie a lancé une attaque brutale et non provoquée contre la souveraineté de l'Ukraine, un pays de plus de 40 millions d'habitants qui ne recherchent que la paix et la liberté. Le Canada comprend ce qui est en jeu. Nous savons que les Ukrainiens, qui luttent pour leur vie et leur souveraineté, se battent également pour nous. Ils se battent pour la démocratie, et nous sommes à leurs côtés. »

Le premier ministre Justin Trudeau et plusieurs autres ministres sont cités dans le même communiqué de presse et parlent de la même manière arrogante, hautaine et menaçante que Chrystia Freeland.

Lors de la manifestation de Toronto du 27 février, où Chrystia Freeland a défilé avec l'archi-réactionnaire Congrès ukrainien canadien (CUC), elle a déclaré : « Je pense que nous tous aujourd'hui devrions faire savoir au peuple ukrainien, aux dirigeants ukrainiens, combien nous les

admirons, que nous savons qu'ils se battent pour nous tous. » Elle a menacé la Russie en disant qu'elle devait mettre fin à « cette guerre barbare » ou en subir les conséquences. « L'Occident est implacable et nous allons couper l'économie russe de tout contact avec la nôtre », a-t-elle déclaré. C'est à cet événement que Chrystia Freeland s'est tenue derrière une bannière arborant le slogan fasciste « Slava Ukraini » (Gloire à l'Ukraine), qui portait également les couleurs des collaborateurs nazis ukrainiens.



Il n'est donc pas surprenant que les archi-réactionnaires du CUC fassent l'éloge du régime de sanctions contre la Russie imposé par les États-Unis et qu'on leur donne un siège à la table d'honneur.

Le directeur général du CUC, Ihor Michalchyshyn, a déclaré le 23 février que le conseil d'administration du CUC a participé à une téléconférence à laquelle participaient le premier ministre Justin Trudeau, la vice-première ministre Chrystia Freeland, la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly, la ministre de la Défense Anita Anand, le ministre du Développement international Harjit Sajjan et le ministre de l'Immigration Sean Fraser. Il a déclaré au *Globe and Mail* : « Il a été question de sanctions, d'aide humanitaire et de désinformation. Compte tenu de l'ampleur des

sanctions, du travail accompli et de la façon dont le gouvernement le communique, la vice-première ministre Freeland est à l'avant-garde, en mobilisant ses collègues du Cabinet. »

L'affirmation de Ihor Michalchyshyn selon laquelle son organisme a un « haut niveau d'accès » au gouvernement libéral et que les discussions avec le gouvernement se sont intensifiées depuis novembre 2021 ne prouve en rien que les sanctions sont favorables au peuple ukrainien. Au contraire, le CUC est le représentant des Ukrainiens les plus réactionnaires qui ont été autorisés à entrer au Canada après la Deuxième Guerre mondiale pour échapper à la justice des forces antifascistes pour les crimes qu'ils ont commis pendant la guerre.

(Photos: Popular Resistance, Minneapolis Anti-War Ctte)

Des sénateurs américains donnent au projet de loi sur les sanctions contre la Russie le nom d'un slogan des collaborateurs nazis ukrainiens, « Heroiam Slava »

Le 2 mars, les sénateurs américains républicains Marco Rubio et Chuck Grassley ont annoncé qu'ils présentaient un nouveau projet de loi visant à sanctionner davantage la Russie en ciblant l'accès « des entreprises contrôlées ou détenues par Moscou, comme Rosneft, Gazprom, Rosatom, Aeroflot et RT, aux capitaux américains essentiels », peut-on lire dans le communiqué annonçant le projet de loi.

Le projet de loi s'intitule « Halting Enrichment of Russian Oligarchs and Industry Allies of Moscow's Schemes to Leverage its Abject Villainy Abroad » (mettre fin à l'enrichissement des oligarques et alliés industriels de Moscou dans ses plans de mettre à profit ses plans infâmes à

l'étranger). L'acronyme est HEROIAM SLAVA, qui se traduit par « Gloire aux héros ». C'est le salut des collaborateurs nazis ukrainiens pendant la Deuxième Guerre mondiale.



Mémorial à Légnica, en Pologne, aux victimes des massacres par les collaborateurs nazis en Ukraine

Le slogan est apparu dans les années 1920, lorsque la Légion des nationalistes ukrainiens, prédécesseur de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), l'a adopté en réponse au cri « Slava Ukraini » (Gloire à l'Ukraine). L'Armée insurrectionnelle ukrainienne, la branche militaire de l'OUN, a collaboré aux massacres nazis de l'Holocauste et a perpétré ses propres massacres, dont le plus notoire est le massacre de 60 000 Polonais de Volhynie en 1943 et 1944, mais aussi des pogroms contre des communautés juives, comme à Lvov en 1941.



Victimes polonaises d'un massacre commis par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne dans le village de Lipniki, Wolyn (Volhynie), 1943

« Les Juifs d'URSS constituent le soutien le plus fidèle du régime bolchevique au pouvoir et

l'avant-garde de l'impérialisme moscovite en Ukraine », déclare le programme du parti OUN. « Les Moskali [une insulte ethnique pour les Russes], les Polonais et les Juifs qui nous sont hostiles doivent être détruits dans la lutte », ajoute-t-il.

Pendant la période de collaboration avec les nazis, le salut « Slava Ukraini/Slava Heroiam », semblable au salut nazi *Heil Hitler*, était accompagnée d'un « salut romain », c'est-à-dire le salut nazi le bras tendu.

Aujourd'hui, ce slogan a été adopté par les cercles officiels des États-Unis et de l'OTAN dans le cadre de leur campagne visant à transformer l'Ukraine en une base avancée pour encercler et humilier la Russie et établir les États-Unis comme la « nation indispensable ». Il a été utilisé par le président américain Bill Clinton lors d'une visite à Kiev en 1995, après quoi il est systématiquement devenu un slogan officiel de l'Ukraine et de ses bailleurs de fonds américains de l'OTAN. Le blog Hiram's 1555 souligne : « Il a gagné en popularité après le coup d'État soutenu par les États-Unis en 2014, au cours duquel des nationalistes d'extrême droite ont pris d'assaut la Verkhovna Rada et renversé le président Viktor Ianoukovitch après qu'il ait rejeté un accord d'association avec l'Union européenne qui aurait imposé de gros prêts à Kiev.

« La tentative de coup d'État a été explicitement dirigée par les États-Unis et menée par les groupes néonazis du Secteur Droit, Svoboda et l'Assemblée nationale ukrainienne – Autodéfense du peuple ukrainien (UNA-UNSO), qui ont une vision bigote des Russes, des Juifs et des autres non-Ukrainiens en Ukraine et qui ont tenté d'imposer certains des aspects les plus radicaux de l'« ukrainisation », notamment la tentative de supprimer le russe comme l'une des langues nationales de l'Ukraine.

« Ces groupes ont également mené une attaque contre les régions russophones de l'Ukraine, notamment le Donbass, mais aussi contre les manifestations anti-coup d'État à Odessa, largement russophone, qui ont été réprimées et qui se sont conclues par l'incendie de la Maison des syndicats et la mort de 46 personnes piégées à l'intérieur.

« Le slogan était interdit dans l'ancienne Union soviétique, comme toutes les formes d'idéologie fasciste et les expressions de haine raciale. Après que l'Armée rouge a libéré l'Ukraine de l'occupation nazie, l'OUN/UIA a poursuivi sa guérilla et sa guerre terroriste contre les Soviétiques jusqu'à ce qu'une combinaison d'opérations de contre-insurrection et d'importants investissements gouvernementaux dans la reconstruction de la région les affaiblisse et qu'ils soient vaincus en 1948. Certains sont entrés dans la clandestinité, mais d'autres ont fui vers l'ouest, notamment le cofondateur de l'OUN, Mykola Lebed, qui a été hébergé par la CIA, pour laquelle Lebed a recueilli des renseignements sur l'Union soviétique par le biais d'un groupe de façade appelé Prolog Research Corporation.

« Un rapport de la CIA déclassifié en 2007 a révélé que Prolog, en tant qu'organe de recherche du Conseil suprême de libération de l'Ukraine (UHVR) formé par l'OUN, publiait des périodiques et certains livres et pamphlets qui cherchaient à exploiter et à accroître les tendances nationalistes et autres tendances dissidentes en Ukraine soviétique.

« Dans un effort pour obtenir l'indépendance de l'Ukraine, le ZP/UHVR [représentation extérieure du Conseil de libération suprême ukrainien] a collaboré avec la CIA dans des opérations clandestines depuis 1949 », indique le rapport.

« Au cours des premières années de son association avec la CIA, le ZP/UHVR a rétabli les communications avec les forces de résistance en Ukraine [] dans ses opérations de distribution, Prolog a utilisé les services d'émigrés ukrainiens dans divers pays qui sont sympathiques au ZP/UHVR. Depuis les années 50, des collaborateurs ukrainiens en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Yougoslavie ont infiltré une grande quantité de matériel Prolog en URSS. Prolog a été plus à même que d'autres actifs de la CIA de repérer et d'approcher les Ukrainiens soviétiques dissidents en URSS. »

En 2018, le président ukrainien de l'époque, Petro Porochenko, a fait de « Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros » le salut officiel des forces armées ukrainiennes, puis de sa police nationale également. Aujourd'hui, il est devenu un slogan officiel du gouvernement du Canada, de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, de la première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern, du premier ministre britannique Boris Johnson et de bien d'autres qui suivent leur exemple.

(Hiram's 1555 Blog, Deutsche Welle, archives du LML. Photo : A. Ofair)

Le chauvinisme anglo-européen dans le traitement des réfugiés ukrainiens



Des étudiants africains attendent d'être évacués d'Ukraine.

Lors du débat sur la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies concernant l'Ukraine, des représentants des Caraïbes et de l'Afrique ont évoqué le traitement injuste des réfugiés ukrainiens d'origine africaine. Le représentant de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, par exemple, a exprimé sa consternation devant le fait que les personnes d'origine africaine sont injustement pointées du doigt alors que la crise des réfugiés se développe, appelant à un traitement égal et juste de tous les peuples. Le représentant de l'Afrique du Sud a exhorté les pays européens à prendre des mesures pour mettre fin à la situation actuelle où les ressortissants africains et les personnes d'origine africaine aux frontières de l'Ukraine ne sont pas autorisés à traverser et à se mettre en sécurité. Par exemple, les migrants et les étudiants africains en Ukraine se sont vu interdire de monter dans les trains et les autobus qui pourraient les emmener en lieu sûr. Un groupe d'étudiants jamaïcains a été contraint de marcher 20 kilomètres lorsqu'il a été forcé de descendre d'un autobus en direction de la Pologne.

Margaret Kimberley, dans un article paru le 2 mars dans *Black Agenda Report*, met en évidence le racisme et le chauvinisme promus par les États-Unis et l'Europe.

« Tout le monde sait maintenant que le drapeau de l'Ukraine est bleu et jaune. Il est impossible de le manquer, parce que l'Empire State Building de New York, la Porte de Brandebourg à Berlin et la Tour Eiffel à Paris ont tous été baignés dans ces couleurs. Presque toutes les villes et tous les villages des États-Unis ont fait de même et les politiciens, des législateurs locaux aux membres du Congrès, crient 'Tous avec l'Ukraine' à chaque occasion, écrit-elle. Les drapeaux ukrainiens étaient également très présents lors du discours de Joe Biden sur l'état de l'Union. »

Elle poursuit : « L'Ukraine est présentée comme un bastion de la 'civilisation', ce qui est censé la mettre à l'abri de la guerre et de la souffrance. Ce qui était passé sous silence est maintenant

prononcé à voix haute. On nous dit que les Ukrainiens sont plus dignes de préoccupation parce qu'ils sont européens.

« Le procureur général adjoint de l'Ukraine l'a déclaré dans une interview à la BBC. 'C'est très émotionnel pour moi parce que je vois des Européens aux yeux bleus et aux cheveux blonds se faire tuer'. Il n'était pas le seul à le penser. On a demandé à un journaliste de la NBC pourquoi la Pologne était prête à accueillir des Ukrainiens alors qu'elle refusait d'autres réfugiés. 'Pour être franc, ce ne sont pas des réfugiés de Syrie, mais des réfugiés de l'Ukraine voisine. Cela, franchement, explique en partie la chose. Ce sont des chrétiens, ils sont blancs, ils sont... hum... très semblables aux gens qui vivent en Pologne.'

« CBS a fait de même : 'Ce n'est pas un endroit, avec tout le respect que je vous dois, comme l'Irak ou l'Afghanistan qui ont été impliqués dans des conflits pendant des décennies. Il s'agit d'une ville relativement civilisée, relativement européenne – je dois choisir ces mots avec soin – où l'on ne s'attendrait pas ou n'espérerait pas que cela se produise.' »

Elle souligne que la guerre et les privations dans le monde sont le résultat direct des actions des États-Unis et de l'OTAN. C'est l'agression des États-Unis et de l'OTAN qui a détruit la Libye, qui a tenté de faire de même en Syrie, qui a fait la guerre à l'Irak et à l'Afghanistan, qui fomente la guerre dans les pays africains avec les troupes américaines, françaises et britanniques. Les États-Unis et l'OTAN causent des souffrances et les justifient en disant que les populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont « non civilisées » et n'ont aucun droit à faire respecter.

Une étude de l'Institut Watson de l'Université Brown a démontré que plus de 37 millions de personnes en Afrique du Nord, en Asie occidentale et centrale et dans la Corne de l'Afrique ont été déplacées par les États-Unis et leurs alliés depuis 2001. Les désastres humanitaires commencés il y a des années se poursuivent, comme le montrent l'Ukraine, l'Afghanistan, Haïti et de nombreux autres pays. Les États-Unis imposent des guerres d'agression, des sanctions, détruisent les économies, déclenchent le chaos, volent les biens et punissent ensuite les nombreux réfugiés que leurs actions ont créés. Tout cela entraîne davantage de souffrance et de mort, car les nations sont privées de la capacité de prendre soin de leur population.

Qui est civilisé et qui ne l'est pas ?



Des étudiants indiens bloqués dans un bunker, incapables d'évacuer l'Ukraine

(« *Ukraine Exposes White Supremacist Foreign Policy* », Margaret Kimberley, *Black Agenda Report*, 2 mars 2022. Photo : *African News*)

L'eurocentrisme et les conceptions racistes sous-tendent les mensonges et la désinformation de l'OTAN

- Margaret Villamizar -

Dans leur hâte de condamner la Russie et de dissimuler leur propre rôle dans la provocation de la guerre en Ukraine, après le vote du 2 mars à l'Assemblée générale des Nations unies sur la résolution « déplorant l'agression de la Russie contre l'Ukraine », les milieux officiels des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne se sont mis à déclarer que le monde entier est d'accord avec les États-Unis et l'OTAN pour dire que la Russie a lancé une attaque « non provoquée » et qu'elle est seule responsable des événements tragiques en Ukraine. La conception du « monde » et de la « communauté internationale » qu'ils épousent pour rejeter toute opposition à leur récit n'est pas seulement intéressée, mais aussi excluante et raciste jusqu'à la moelle.

Le « monde » s'est exprimé

S'exprimant sur le résultat du vote de la résolution soumise par son pays, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, a déclaré que « le monde s'était exprimé d'une voix claire et unie ». Elle a déclaré cela alors que 51 pays, dont les deux nations les plus peuplées de la planète, en plus de la Fédération de Russie, n'ont pas approuvé la résolution. Nombre de ceux qui l'ont fait ont sûrement été soumis à une forte pression de la part des États-Unis et de leurs partenaires de l'OTAN. Un membre de la délégation canadienne a envoyé un gazouillis pendant le débat : « Avons travaillé dur pour amener les pays à voter Oui avec nous. Avec l'Ukraine ».

Un autre qui s'est exprimé sur la façon dont « le monde » voit les choses est le premier ministre Justin Trudeau. Il a déclaré : « L'Occident et, en fait, les pays du monde entier sont unis pour défendre l'Ukraine - pas seulement l'Ukraine, mais pour les principes de la démocratie et de l'état de droit qui [ont] conduit à une prospérité et une stabilité extraordinaires dans notre monde au cours des 75 dernières années. »

Le premier ministre ne peut cacher son profond anticommunisme quand il fait référence à « la prospérité et la stabilité de notre monde » depuis la Deuxième Guerre mondiale. Selon ces affirmations sur les principes de la démocratie et de l'état de droit mises à part, il semble que le monde du premier ministre exclut non seulement les 52 pays qui n'ont pas voté en faveur de la résolution contre la Russie, mais aussi toute une partie de l'humanité qui ne jouit ni de la prospérité ni de la stabilité qu'il prétend que la démocratie libérale a conférées à « notre monde ».

Le premier ministre ne peut cacher son anticommunisme profond en faisant référence à « la prospérité et la stabilité dans notre monde » depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les déclarations de ceux qui représentent les puissances de la vieille Europe étaient tout aussi honteuses, et servaient leurs propres fins. Le représentant de l'Union européenne (UE) auprès des Nations unies a déclaré que le vote était historique et qu'il « montrait clairement l'isolement de la Fédération de Russie par rapport au reste de la communauté internationale ». L'Espagnol Josep Borrell, Haut représentant de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité, a déclaré : « Le monde a émis une condamnation retentissante des attaques illégales et non provoquées contre un État souverain. »

Les « valeurs européennes »

L'eurocentrisme raciste de la vieille Europe a également imprégné le discours d'Ursula von der Leyen, présidente allemande de la Commission européenne, prononcé devant le Parlement européen le 1er mars. Elle s'est exprimée après que le président Volodymyr Zelensky soit apparu sur une vidéo plaidant pour que l'Ukraine soit acceptée dans l'UE. Ursula Von der Leyen a tenu à préciser que la lutte de l'Ukraine contre la Russie avait pour but de défendre les « valeurs européennes », qu'elle a également qualifiées de « valeurs universelles ». Elle a déclaré qu'il

s'agissait d'un « choc entre l'état de droit et la loi du fusil ; le combat entre les démocraties et les autocraties ; entre un ordre fondé sur des règles et un monde d'agressions brutales ». Faisant référence au discours de Volodymyr Zelensky, elle a déclaré : « Personne dans cet hémicycle ne peut douter qu'un peuple qui défend si courageusement nos valeurs européennes appartient à notre famille européenne. »

Les deux poids deux mesures racistes de la politique européenne des réfugiés

En plus d'annoncer que l'UE fournirait une aide militaire de 500 millions d'euros à l'Ukraine, Ursula von der Leyen a promis que pour ceux qui fuient l'Ukraine, « l'Europe sera là pour eux, non seulement dans les premiers jours, mais aussi dans les semaines et les mois à venir ». Elle a proposé que le mécanisme de protection temporaire de l'UE soit activé « pour leur offrir un statut sûr et un accès aux écoles, aux soins médicaux et au travail. Ils le méritent. Nous devons le faire maintenant. Nous savons que ce n'est qu'un début. D'autres Ukrainiens auront besoin de notre protection et de notre solidarité. Nous sommes et nous serons là pour eux ».

On est loin de la façon dont les demandeurs d'asile originaires de pays d'Asie et d'Afrique ont été traités par l'UE, beaucoup d'entre eux ayant fui les guerres de destruction menées par les États-Unis et l'OTAN qui ont ravagé leur pays. Qui peut oublier les milliers de personnes qui se sont noyées en Méditerranée ou celles qui ont été accueillies par des clôtures de barbelés et des gardes armés pour les empêcher d'entrer dans des pays qui refusaient de les laisser entrer ? Combien d'Afghans seront-ils réinstallés en Europe ?

En 2016, au plus fort de la crise migratoire en Europe, une flottille de l'OTAN dirigée par l'Allemagne, le Canada fournissant également une frégate, a été déployée dans la mer Égée entre la Grèce et la Turquie « pour endiguer le trafic illégal et la migration illégale dans la mer Égée ». L'opération a eu lieu alors que des dizaines de milliers de réfugiés, principalement syriens, mais aussi d'autres personnes, ont risqué leur vie en tentant d'atteindre les côtes européennes, en partant de la Turquie et de la Libye dans des embarcations et des radeaux surpeuplés, beaucoup espérant atteindre l'Allemagne.



Des réfugiés syriens et irakiens traversant la mer Égée fin 2015

En vertu du droit international, les personnes vulnérables qui fuient les conflits et les persécutions ne doivent pas se voir refuser l'accès à une protection et ont le droit de voir leur demande d'asile

examinée. Mais la Turquie, membre de l'OTAN, a été payée par l'UE pour garder les demandeurs d'asile et les migrants sur son territoire et les empêcher de prendre la route de l'Europe. Tous les réfugiés recueillis lors d'un ratissage des eaux méditerranéennes devaient être contraints de retourner en Turquie. Ursula von der Leyen était à l'époque ministre allemande de la Défense. Elle aurait joué un rôle clé dans la conclusion d'une entente « solide » entre l'UE et la Turquie pour empêcher les réfugiés arrivant du sud d'entrer en Europe. Combien sont morts à cause de cet accord, risquant désespérément leur vie sur des routes plus dangereuses pour tenter d'atteindre les côtes européennes ?

Tout cela en dit long sur les valeurs « européennes » et « universelles » pour lesquelles la présidente de la Commission européenne affirme que l'Ukraine se bat aujourd'hui, au nom de « nous tous ». Cela montre également quel genre d'« état de droit » les chauvins européens, comme leurs homologues nord-américains, épousent, lorsqu'ils entassent les récriminations contre la Russie pour avoir menacé l'ordre international dans lequel les États-Unis et l'OTAN parviennent à établir les règles, à décider qui enfreint leurs règles et à leur infliger des sanctions, alors qu'eux-mêmes ne sont pas tenus de rendre des comptes pour leurs violations en série de la Charte des Nations unies et du droit international.

Loin d'accepter cet état de fait, les peuples du monde en ont assez du double jeu et des doubles standards de « l'ordre fondé sur des règles » des États-Unis et de l'OTAN ; des « valeurs européennes » de ceux qui se croient des êtres moraux supérieurs ; et des notions arbitraires et racistes de qui fait et ne fait pas partie de la soi-disant communauté internationale. Ce que les conditions réclament, c'est la fin de tous les anciens arrangements et de l'utilisation intéressée du racisme d'État, de l'eurocentrisme et des mensonges qui n'ont pas leur place dans une société moderne. Ils demandent également que les peuples eux-mêmes mettent en place les nouveaux arrangements qui les favorisent et permettent à la société de progresser sur la base que toute personne a des droits en tant qu'être humain. L'un de ces arrangements, que les événements préoccupants en Ukraine et le bellicisme des États-Unis et de l'OTAN, qui empiètent de plus en plus sur les frontières de la Russie, mettent en évidence, est la nécessité pour les peuples de mettre en place des gouvernements antiguerre.

(Photo : G. Giannopoulos)

Aux Nations unies

Manoeuvres américaines pour enliser les Nations unies

Le 25 février, comme on pouvait s'y attendre, la Russie a opposé son veto à une résolution que les États-Unis ont tenté de faire adopter par le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et qui aurait « déploré dans les termes les plus forts l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ». La résolution demandait également que « la Fédération de Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine et retire toutes ses forces militaires immédiatement, complètement et sans condition du territoire de ce pays ».

La résolution ne mentionne pas les préoccupations de la Russie en matière de sécurité en raison de l'encerclement par les États-Unis et l'OTAN, l'énorme renforcement militaire, les provocations et l'utilisation de l'Ukraine comme base avancée contre la Russie. Elle a de nouveau appelé à s'appuyer sur les accords de Minsk, même si l'Ukraine ne les a pas respectés. La France et l'Allemagne, qui étaient signataires avec la Russie, n'ont rien fait pour s'assurer que l'Ukraine les respecte, alors qu'elle a poursuivi ses attaques meurtrières contre sa propre population dans le Donbass.



À gauche : Photos de certains des 152 enfants tués par les forces ukrainiennes dans la région du Donbass depuis 2014. À droite : Jardin d'enfants gravement endommagé par les bombardements de l'armée ukrainienne dans le district Kievsky de Donetsk, mars 2022.

La Chine s'est abstenue lorsque les États-Unis ont présenté leur résolution au Conseil de sécurité, déclarant qu'il s'agissait d'une situation complexe et que le Conseil devait réagir « avec une grande prudence, avec des actions qui désamorcent, et non jettent de l'huile sur le feu ». L'ambassadeur Zhang Jun a souligné que la question de l'Ukraine n'est pas apparue aujourd'hui et que la situation actuelle n'a pas non plus émergé soudainement du jour au lendemain. Elle est plutôt le résultat de l'interaction de divers facteurs sur une longue période de temps. La sécurité d'un pays ne peut se réaliser au détriment de celle d'un autre, ajoutant que l'Ukraine devrait être un pont entre l'Est et l'Ouest, et non un « avant-poste des grandes puissances ».

Le plan des États-Unis est devenu clair lorsqu'ils ont invoqué une mesure procédurale rarement utilisée pour convoquer l'Assemblée générale afin de débattre de « l'opération militaire de la Russie en Ukraine », puis de faire voter par l'Assemblée générale une résolution similaire condamnant la Russie. Seules 11 sessions extraordinaires d'urgence de l'Assemblée générale ont été convoquées en vertu de cette mesure depuis 1950, quand elle a été votée, dont cette dernière sur l'Ukraine.

La mesure procédurale utilisée par les États-Unis est la résolution 377A(V), connue sous le nom de « L'union pour le maintien de la paix », introduite par les États-Unis pour la première fois en 1950 pendant la guerre de Corée. John Foster Dulles, le délégué des États-Unis aux Nations unies, avait déclaré que la guerre de Corée avait été l'une des principales raisons de l'adoption de cette règle de procédure. « Les États-Unis voulaient bénéficier du soutien de l'ONU pour leur guerre d'agression contre la Corée et devaient empêcher un veto soviétique. À l'époque, l'Union soviétique boycottait les procédures pour protester contre le refus de reconnaître les représentants de la République populaire de Chine comme les représentants légitimes de la Chine. La Chine n'avait pas encore pris place à l'ONU en raison de la forte opposition des États-Unis, qui exigeaient la même chose des autres membres du Conseil de sécurité.

La résolution « L'union pour le maintien de la paix » stipule que « dans tout cas où paraît exister une menace contre la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression et ou, du fait que l'unanimité n'a pas pu se réaliser parmi ses membres permanents, le Conseil de sécurité manque à s'acquitter de sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'Assemblée générale examinera immédiatement la question afin de faire aux Membres les recommandations appropriées sur les mesures collectives à prendre, y compris, s'il s'agit d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, l'emploi de la force armée en cas de besoin, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ».

Il convient de noter que les États-Unis ne prennent généralement pas la peine d'obtenir l'approbation de l'ONU pour leurs guerres d'agression et leurs actions illégales contre une myriade de pays depuis les trente dernières années. Lorsqu'ils cherchent à obtenir cette approbation, comme dans le cas de leur performance à l'ONU concernant l'Irak, le fait qu'ils ne l'obtiennent pas n'a que peu de signification dans la mesure où ils poursuivent leurs guerres d'agression de toute façon. Les

États-Unis agissent souvent de manière unilatérale, créent de prétendues coalitions de volontaires et foulent aux pieds de manière répétée la Charte des Nations unies et la règle de droit international. Ils tentent en outre d'imposer leur propre système, dit « fondé sur des règles », qui leur permet d'inventer les règles, de les modifier, de décider qui les respecte et qui ne les respecte pas, et de punir ceux qu'ils déclarent « illégaux » ou « terroristes ».



Bombardement « choc et stupeur » des États-Unis sur Bagdad, en Irak, pendant l'invasion de 2003, mars 2003

En ce qui concerne l'Ukraine, les États-Unis et les pays de l'OTAN affirment que tout ceci est fait au nom de la Charte et des conventions de l'ONU. La résolution du Conseil de sécurité concernant l'Ukraine à laquelle la Russie a opposé son veto, par exemple, fait référence à la Charte qui exige que « les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État ». Toute l'histoire des États-Unis est marquée par la violation de cette obligation par ses guerres d'agression contre la Corée, le Vietnam, la Libye, l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, son ingérence, ses coups d'État et ses assassinats pour obtenir un changement de régime dans les Amériques, en Afrique et en Asie. Aujourd'hui, son objectif n'est pas de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations unies et du droit international, mais d'amener l'ONU à approuver sa volonté de domination mondiale et à revendiquer sa supériorité morale. Les problèmes en Ukraine et le conflit entre l'Ukraine et la Russie ne seront pas résolus de cette manière. Le fait que l'ONU sanctionne les actions des États-Unis sape son autorité tout en alimentant la crise.

Les commentaires des États-Unis montrent clairement qu'ils cherchaient également à justifier d'autres mesures « extraordinaires ». L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, a dit : « En demandant une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale [nous] avons reconnu que ce n'est pas un moment ordinaire et que nous devons prendre des mesures extraordinaires pour faire face à cette menace pour notre système international. » Elle a souligné qu'une telle réunion de l'ensemble des membres de l'ONU était importante pour faire entendre leur voix sur « la guerre par choix de la Russie ». Les dirigeants des États-Unis ne veulent pas d'une discussion pour résoudre la situation de manière pacifique, avec l'aide de l'ONU, mais plutôt imposer leur dictat et justifier encore plus d'ingérence des États-Unis et de l'OTAN.

Session spéciale d'urgence sur l'Ukraine

L'Assemblée générale s'est réunie en session d'urgence du 28 février au 2 mars pour débattre et voter sur une résolution antirusse des États-Unis. La résolution demandait à la Russie de « retirer immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays », sans rien dire de l'utilisation par

les États-Unis et l'OTAN de l'Ukraine comme base avancée pour isoler, encercler et humilier la Russie, ni de l'accumulation d'armes et de troupes et de l'expansion vers l'est. La résolution, qui nécessitait une majorité des deux tiers de l'Assemblée pour être adoptée, n'est pas contraignante et ne comportait pas de mesures de recours à la force armée.



Sur les 193 membres de l'assemblée, 141 ont voté pour, cinq contre et trente-cinq se sont abstenus[1]. Douze pays n'ont pas participé au vote et ont été considérés comme absents, dont le Venezuela. Bien que la position du Venezuela ait été énoncée clairement durant le début, son droit de vote a été suspendu parce qu'il n'a pas les moyens de payer sa cotisation à l'ONU en raison des sanctions illégales des États-Unis. De cette manière, les États-Unis ont réussi à embrigader les membres de l'ONU dans leurs manoeuvres qui n'ont rien fait pour résoudre le conflit.

Dans la création de la crise ukrainienne, les États-Unis ne laissent rien au hasard dans un effort pour être à la tête d'un ordre mondial où ils sont la puissance hégémonique qui établit les règles et où tout le monde a intérêt à rentrer dans le rang sous peine de subir de terribles conséquences. La Russie a tracé ses « lignes rouges » en matière de sécurité en raison de l'expansion de l'OTAN en Ukraine et de la présence de missiles américains à ses frontières. L'Ukraine est complètement sacrificable dans le plan américain, un pion et une victime dans la tentative de domination des États-Unis dans tous les domaines qui concernent les peuples du monde. Les Nations unies sont devenues un de ces champs de bataille.

La résolution adoptée le 2 mars est dangereuse. Contrairement à ce qui s'est passé pour la Corée en 1950, où les États-Unis ont obtenu de l'ONU qu'elle mandate une intervention armée contre la Corée, ils ne l'ont pas fait à cette occasion. Or, lorsque des questions sont soumises à l'Assemblée générale par le Conseil de sécurité en vertu de la résolution « S'unir pour la paix », c'est en vue de faire des recommandations appropriées aux membres pour des mesures collectives, y compris le recours potentiel à la force armée. Même si l'Assemblée générale n'envisage pas cette possibilité pour le moment, les États-Unis pourraient tenter d'utiliser la résolution, et ce qu'ils prétendent être le refus de la Russie de s'y conformer, pour le faire à l'avenir.

La résolution stipule notamment que « le territoire d'un État ne saurait faire l'objet d'une acquisition par un autre État à la suite du recours à la menace ou à l'emploi de la force, et que toute action visant à rompre partiellement ou totalement l'unité nationale, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État ou d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte ».

Les peuples du monde sont-ils censés oublier toutes les ingérences, invasions, coups d'État, guerres

des États-Unis contre la Libye, l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, le Yémen, les coups d'État au Honduras, en Haïti, les tentatives de changement de régime contre Cuba, le Venezuela, le Nicaragua – et ce ne sont que des exemples récents. Pourtant, pour l'Ukraine, une session d'urgence est convoquée, imbue du diktat et du chauvinisme américains.

La résolution adoptée le 1er mars est dangereuse. Contrairement à la Corée, où les États-Unis ont obtenu des Nations unies qu'elles mandatent une intervention armée contre ce pays, ils ne l'ont pas fait à cette occasion. Lorsque le Conseil de sécurité soumet des questions à l'Assemblée générale en vertu de la résolution « L'union pour le maintien de la paix », c'est en vue de faire des recommandations appropriées aux membres pour des mesures collectives, y compris le recours potentiel à la force armée. Même si l'Assemblée générale n'examine pas cette question à l'heure actuelle, les États-Unis pourraient tenter d'utiliser la résolution, et ce qu'ils prétendent être le refus de la Russie de s'y conformer, pour le faire à l'avenir.

Ceci est également indiqué dans la section suivante de la résolution : « Constatant que les opérations militaires russes menées à l'intérieur du territoire souverain de l'Ukraine auxquelles la communauté internationale assiste sont d'une ampleur jamais vue en Europe depuis des décennies et considérant que des mesures doivent être prises d'urgence pour sauver cette génération du fléau de la guerre. » Notons que le bombardement de la Yougoslavie par les États-Unis et l'OTAN en 1999 n'est pas considéré comme une « guerre terrestre » et qu'il est écarté sur cette base. Notons également que la Russie n'est pas traitée comme faisant partie de l'Europe. L'objectif visé est de faire de la Russie la seule source d'une guerre mondiale dans des conditions où ce sont les États-Unis, avec leur politique de l'abîme et leurs provocations incessantes, qui incitent à la confrontation partout en Europe ainsi qu'en Asie-Pacifique en particulier en ce moment.

Les États-Unis, les membres de l'OTAN et d'autres États membres se sont alignés sur cette position, bien qu'il soit connu que les États-Unis et leurs alliés, comme le Canada et d'autres, utilisent des tactiques reposant sur la force. Leurs remarques ont fait écho à celles des États-Unis concernant l'« agression militaire non provoquée » et « injustifiée » de la Russie.

Les cinq pays qui ont voté contre la résolution parrainée par les États-Unis et les 35 pays qui s'y sont opposés en s'abstenant de voter, ont longtemps subi les effets de l'agression et de la colonisation par les États-Unis et les pays européens et les justifications qui en découlent. Cela inclut la militarisation actuelle et le placement de troupes en Afrique par les États-Unis dans le cadre de leur AFRICOM.

[Voir le texte complet de la résolution.](#)

Notes

Les cinq pays qui ont voté contre la résolution sont : la Biélorussie, l'Érythrée, la République populaire démocratique de Corée, la Russie et la Syrie.

Les trente-cinq pays qui se sont abstenus sont les suivants : Algérie, Angola, Arménie, Bangladesh, Bolivie, Burundi, République centrafricaine, Chine, Congo, Cuba, El Salvador, Guinée équatoriale, Inde, Iran, Irak, Kazakhstan, Kirghizstan, Laos, Madagascar, Mali, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Pakistan, Sénégal, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Sri Lanka, Soudan, Tadjikistan, Tanzanie, Ouganda, Vietnam, Zimbabwe.

Douze pays n'étaient pas présents : l'Azerbaïdjan, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Éthiopie, l'Eswatini, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Maroc, le Togo, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Venezuela (le droit de vote du Venezuela a été suspendu à la 76e session et à cette 11e session extraordinaire d'urgence en raison du non-paiement de ses cotisations au cours des deux années précédentes, pour lequel il n'a pas reçu de dérogation spéciale de l'Assemblée)

(Photo : Xinhua)

Certaines déclarations notables en opposition à la résolution de l'ONU et aux sanctions contre la Russie

Voici des extraits des déclarations de certains des pays qui ont parlé lors du débat à l'Assemblée générale de l'ONU sur la résolution antirusse des États-Unis. Cela comprend les déclarations de pays qui ont voté pour la résolution tout en s'opposant à l'escalade de la crise et à l'élargissement des dommages collatéraux causés dans le monde entier par les sanctions des États-Unis contre la Russie. Certains ont aussi dénoncé le racisme manifesté envers les réfugiés de l'Ukraine, principalement ceux d'origine africaine.

République populaire démocratique de Corée

La RPDC a voté contre la résolution. Sa position a été clairement exprimée dans un communiqué de presse publié le 28 février. « La situation en Ukraine est présentement le centre de l'attention du monde entier », peut-on y lire. « La cause première de la crise ukrainienne est entièrement due à la politique hégémonique des États-Unis et de l'Occident qui se permettent d'agir de façon cavalière et arbitraire envers d'autres pays.

« Les États-Unis et l'Occident, au mépris de la demande juste et raisonnable de la Russie d'obtenir une garantie légale pour sa sécurité, ont systématiquement miné l'environnement sécuritaire en Europe en étant plus arrogants dans leurs tentatives de déployer un système d'armes d'attaque, poursuivant avec insolence l'expansion de l'OTAN vers l'Est.

« Les États-Unis et l'Occident, ayant dévasté l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, parlent pompeusement de 'respect de la souveraineté' et d'« intégrité territoriale » pour ce qui est de l'Ukraine, une situation qu'eux-mêmes ont engendrée. Cela ne tient pas la route.

« Le plus grand danger qui guette le monde présentement est l'attitude dominatrice et arbitraire des États-Unis et de leurs acolytes qui menacent la paix et la sécurité des États souverains.

« La réalité prouve clairement une fois de plus que la paix ne sera pas atteinte dans le monde tant que subsistera la politique unilatérale et de double jeu des États-Unis qui menace la paix et la sécurité des États souverains. »

Dans une réunion séparée de l'Assemblée générale le 27 février pour réviser et moderniser la Charte de l'ONU elle-même, le représentant de la RPDC a rappelé à toute l'Assemblée les crimes et les agressions commis par les États-Unis contre la Corée au nom des Nations unies. L'ambassadeur a dit : « Le comité spécial doit prêter l'attention qui se doit au démantèlement d'un organisme illégal tel le 'Commandement de l'ONU' en Corée du Sud, en violation de la Charte de l'ONU. Comme nous le savons tous, le 'Commandement de l'ONU' est une création des États-Unis qui ont arbitrairement abusé du nom de l'ONU pour dissimuler leur caractère agressif en tant qu'instigateurs de la Guerre de Corée en 1950.

« Aujourd'hui, ce commandement pose de sérieuses menaces à la paix et à la sécurité dans la péninsule coréenne et le reste de la région au service de la politique hostile des États-Unis contre la RPDC et sa stratégie envers l'Asie.

« Les États-Unis ont pondu la 'résolution' concernant la fabrication du 'commandement de l'ONU' en violation ouverte de l'article 32 du chapitre 5 lié à la participation d'un parti à un conflit à l'étude du Conseil de sécurité et le paragraphe 3 de l'article 27 du chapitre 5 de la Charte de l'ONU relativement au processus de prise de décision au Conseil de sécurité. »

Enfin, il a souligné que le « commandement de l'ONU » en Corée du Sud est « essentiellement un Commandement des États-Unis qui n'est pas assujéti à la direction de l'ONU ni couvert par aucun

budget de l'ONU et qui a fait un usage abusif du nom et du drapeau de l'ONU. Par conséquent, des mesures positives doivent être prises pour démanteler immédiatement ce commandement conformément à la résolution adoptée à la 30^e session de l'Assemblée générale de l'ONU en 1975.

»

Syrie

La Syrie a voté contre la résolution. L'ambassadeur de la Syrie a dit que « malgré les crises et les défis majeurs auxquels la communauté internationale a été confrontée pendant des décennies, les États occidentaux n'ont jamais manifesté autant d'excitation à vouloir convoquer une session spéciale d'urgence de l'Assemblée générale, ce qui est la preuve d'une politique d'hypocrisie et de deux poids deux mesures, fondée sur des intérêts et non sur des principes. »

Il a poursuivi : « Les mémos et les dossiers des Nations unies contiennent tout ce qu'il faut comme preuve des actes illégitimes d'intervention des États-Unis et de ses alliés de l'OTAN qui ont causé des millions de morts d'innocents en Corée, au Vietnam, en Afghanistan, en Irak et en Syrie, sans oublier les blocus imposés aux peuples d'Amérique latine et ailleurs pour atteindre leurs propres objectifs. »

Il a condamné la campagne organisée et dirigée par les États-Unis et l'Occident et leurs médias contre la Russie, ignorant la souffrance du peuple de la région de Donbass et ignorant les préoccupations sécuritaires légitimes de la Russie tout en n'hésitant pas un instant à fournir des armes, y compris des missiles, à l'Ukraine.

Bélarus

Le Bélarus a voté contre la résolution. Son ambassadeur a dit que la communauté internationale devait assumer sa part de responsabilité pour ce qui se passe présentement en Ukraine. Rappelant la signature des accords de Minsk d'il y a huit ans ainsi que les résolutions connexes adoptées par le Conseil et l'Assemblée, il a dit que la communauté internationale n'avait pu convaincre les autorités ukrainiennes de les mettre en oeuvre. L'Ukraine est dans un état de guerre civile depuis plusieurs années et des civils ont perdu la vie dans les provinces de Donetsk et de Louhansk. Soulignant l'hypocrisie du paragraphe 8 de la résolution qui exhorte toutes les parties à honorer les accords de Minsk, il a demandé aux parrains de la résolution où ils étaient ces huit dernières années.

Cuba

Cuba s'est abstenue. L'ambassadeur cubain a d'abord dit que Cuba respecte le droit international et la Charte des Nations unies. Cuba appuie fermement la Proclamation de l'Amérique latine et les Caraïbes pour une Zone de Paix, signée en 2014 à la Havane par les chefs d'État et les gouvernements de sa région. Cuba reconnaît la Loi humanitaire internationale et exhorte toutes les parties à protéger la population civile, leurs possessions et leur infrastructure.

Cuba a dit que la crise en cours est l'oeuvre des États-Unis. « Le rapprochement des forces militaires des États-Unis et de l'OTAN de régions avoisinantes de la Fédération russe ces derniers mois, après avoir expédié des armes modernes à l'Ukraine, ce qui n'est rien de moins qu'un siège militaire, est connu de tous. L'histoire demandera des comptes à rendre aux États-Unis pour les conséquences d'une doctrine militaire de plus en plus offensive en dehors des frontières de l'OTAN, qui menace la paix internationale, la sécurité et la stabilité. La résolution sur la situation en Ukraine et qui n'a pas été adoptée par le Conseil de sécurité le 25 février, ne vise pas à résoudre la crise actuelle. »

L'ambassadeur a poursuivi : « Le texte qui est maintenant à l'étude à l'Assemblée générale souffre des mêmes lacunes et est tout aussi déséquilibré. Il ne prend pas en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties impliqués. Il ne reconnaît pas la responsabilité de ceux qui ont

instigué et mené des actions agressives qui ont escaladé ce conflit. Cuba continuera de préconiser une solution diplomatique sérieuse, constructive et réaliste à cette présente crise en Europe par des moyens pacifiques, veillant à la sécurité et la souveraineté de tous, et à la paix, la stabilité et la sécurité internationales. »

Venezuela

Le Venezuela n'a pas été en mesure de participer au vote. Au cours du débat, son ambassadeur permanent auprès de l'ONU, Samuel Moncada, a commencé par dire qu'en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité, le Venezuela avait voté en 2015 en faveur du « Paquet de mesures pour la mise en oeuvre des accords de Minsk » visant une solution pacifique à la guerre civile en Ukraine. Il a déploré que ces Accords aient été dilapidés après sept ans de non-respect, affirmant que cela a servi à approfondir les factures en interne et la souffrance de la population civile. La violente crise interne a été exacerbée par la pression externe croissante du bloc militaire de l'OTAN sur l'Ukraine elle-même, a-t-il dit, ce qui a eu un effet destructeur sur les garanties de sécurité pour tous qui sont la base de l'architecture de sécurité de l'Europe, touchant particulièrement la Fédération de Russie. Il a déclaré que l'expansion permanente de l'OTAN en Europe de l'Est ajoutait une menace de plus haut niveau et de nature stratégique à la crise nationale en Ukraine et que « notre rôle aujourd'hui n'est pas d'alimenter les tensions et les divisions à ses trois niveaux : national, régional et mondial ».

« Les Nations unies ne peuvent être utilisées pour aggraver les conflits », a déclaré M. Moncada. Il a proposé que la crise soit « traitée par l'ONU et les membres responsables de la communauté internationale » de manière équilibrée et avec une extrême prudence pour éviter d'aggraver les divisions. « À cet égard, a-t-il dit, nous rejetons l'application de mesures coercitives et de représailles unilatérales, qu'elles soient économiques, commerciales ou financières, car elles intensifieront la crise et prolongeront le conflit. Alors que l'humanité continue de ressentir les effets de la pandémie de COVID-19, une nouvelle crise économique mondiale sera imposée - à dessein - dans le but exprès de générer des souffrances pour des centaines de millions de personnes dans le monde. Une crise délibérément générée pour déstabiliser une puissance nucléaire. Ce n'est pas le chemin de la paix. »

L'ambassadeur a déclaré que le principe de sécurité indivisible présuppose que la sécurité d'un pays ne peut pas sacrifier la sécurité des autres, et que les blocs militaires tels que l'OTAN ne peuvent pas s'étendre indéfiniment, menaçant la sécurité d'autres régions de la planète. C'est pourquoi il a déclaré qu'il était nécessaire d'engager des négociations directes « qui permettront une résolution rapide, pacifique, globale et durable de la situation actuelle ... en tenant compte des préoccupations de toutes les parties concernées ». Cela devrait comprendre un dialogue politique entre la Russie et l'Ukraine, a-t-il dit, se félicitant des récents contacts en Biélorussie. Il devrait également y avoir des discussions directes sur un pied d'égalité entre la Russie et l'OTAN, a-t-il ajouté, afin de parvenir à « un mécanisme de sécurité européen équilibré, efficace et durable ».

En conclusion, l'ambassadeur Moncada a réitéré « l'engagement inébranlable du Venezuela envers les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations unies » et a déclaré : « Depuis cette tribune, nous appelons à l'arrêt de la propagande de guerre, ainsi que du discours d'intolérance, guidé par des idéologies haineuses, et nous soulignons que seuls la diplomatie, le dialogue et l'endiguement, sans pression ni sanctions, peuvent permettre de construire un pare-feu nécessaire entre les trois niveaux de la crise en Ukraine, et ainsi éviter une réaction en chaîne qui nous conduira en somnambules vers l'abîme. »

Bolivie

La Bolivie s'est abstenue. S'adressant à l'Assemblée générale, la Bolivie a souligné les invasions de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie et de la Palestine. Invoquant le bombardement de la Yougoslavie qui a eu lieu sans le consentement du Conseil, il a condamné le deux poids deux

mesures de certaines puissances qui incitent à la confrontation plutôt que de chercher la paix.

Chine

La Chine s'est abstenue et a réaffirmé sa position constante qui veut que « la sécurité d'un pays ne doit pas se faire aux dépens de la sécurité d'un autre pays et a fait une mise en garde vis-à-vis l'expansion de tous blocs militaires. La communauté internationale devrait s'en tenir à une orientation générale de règlement politique et encourager un climat constructif et les conditions pour des dialogues directs entre les parties concernées. La priorité à présent est d'empêcher la situation en Ukraine d'escalader ou de devenir hors de contrôle. »

L'ambassadeur de la Chine a dit : « Malheureusement, la résolution telle que soumise au vote dans cette session d'urgence spéciale ne prend pas en compte l'histoire et la complexité de la présente crise. Elle ne met pas en lumière l'importance le principe de la sécurité indivisible, ou de l'urgence de préconiser un règlement politique et d'intensifier les efforts diplomatiques, des lacunes qui sont contraires aux positions de la Chine. »

« Le fait d'exercer une pression aveugle et d'imposer des sanctions et inciter la division et la confrontation ne fera que rendre la situation encore plus compliquée, et la crise risque de devenir encore plus négative et d'affecter encore plus de pays », a-t-il dit.

La Chine encourage activement les efforts de médiation et le ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine Dmytro Kuleba a dit : « La Chine a joué un rôle constructif dans cette question et l'Ukraine est prête à communiquer davantage avec la Chine ». Il a dit qu'il avait hâte aux « efforts de médiation encourageant un cessez-le-feu ».

République démocratique populaire lao

La République démocratique populaire lao s'est abstenue. Le représentant lao a dit que son pays avait déjà souffert des affres de la guerre et connaissait trop bien les conséquences négatives interminables qu'elles causent aux vies innocentes. Félicitant les Nations unies et les États-membres qui ont offert de l'aide humanitaire aux gens affectés, il a souligné que son pays reste sceptique devant des sanctions unilatérales, signalant que de telles mesures pourraient avoir des impacts à long terme sur des gens innocents., y compris la grande communauté mondiale, en particulier pendant la pandémie. Dans ce sens, il a exhorté toutes les parties impliquées à ne pas s'engager dans des actions qui pourraient escalader les tensions, de chercher des solutions pacifiques, et de rétablir la paix et la sécurité. Exprimant son appui aux efforts pour trouver un règlement diplomatique pacifique, il a souligné l'importance de prendre en compte les préoccupations de sécurité légitimes de toutes les parties. « C'est notre espoir le plus cher que, par cet effort diplomatique, nous pourrions rétablir la paix, qui est au coeur même de notre organisation, les Nations unies », a-t-il dit.

Le Vietnam

Le Vietnam s'est abstenu. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Le Thi Thu Hang, a gazouillé : « Le Vietnam a insisté pour le respect du droit international et de la Charte de l'ONU, pour le dialogue pour trouver des solutions à long terme, protéger les civils et l'infrastructure civile, et intensifier l'aide humanitaire. Le Vietnam est heureux qu'il y ait un dialogue continu entre l'Ukraine et la Russie et espère que les deux côtés trouveront bientôt des solutions pacifiques à long terme prenant en compte les droits et les intérêts légitimes des parties concernées. »

Iran

Le représentant de l'Iran a réitéré la position de principe de son pays de respect pour la Charte, le droit international et la loi humanitaire internationale. Soulignant l'importance d'éviter les deux

poids deux mesures dans le maintien de la paix, il a rappelé le conflit au Yémen. Exprimant sa préoccupation face à l'inaction du Conseil, il a noté que sa délégation s'est abstenue lors du vote.

Inde

L'Inde s'est abstenue, comme elle l'a fait pour la résolution du 25 février que les États-Unis ont présentée au Conseil de sécurité de l'ONU. L'ambassadeur de l'Inde a réitéré les appels précédents de sa délégation en faveur d'une cessation immédiate de la violence et de la fin des hostilités, notant que tous les États membres des Nations unies sont non seulement tenus de suivre la Charte mais aussi de respecter le droit international, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud s'est abstenue. Sa représentante a déclaré que le texte actuel ne conduit pas à un environnement propice à la médiation et pourrait conduire à un fossé plus profond entre les parties. Sa délégation aurait également préféré un processus ouvert et transparent dans les négociations plutôt que la résolution. Elle appelle la communauté internationale à aller au-delà des gestes qui semblent simplement promouvoir la paix sans garantir une action significative. Elle a également exhorté les pays européens à prendre des mesures pour résoudre la situation actuelle dans laquelle certains ressortissants africains et des personnes d'origine africaine aux frontières de l'Ukraine ne sont pas autorisés à traverser et à se mettre en sécurité.

Brésil

Le Brésil a voté en faveur de la résolution mais a appelé à la fin de l'escalade du conflit en disant que ces dernières années, le monde a assisté à une détérioration de la sécurité et de l'équilibre des forces en Europe de l'Est, ce qui a ouvert la voie à la crise actuelle. Toutefois, cela « ne justifie en aucun cas le recours à la force contre l'intégrité territoriale et la souveraineté d'un État membre ». Appelant à mettre fin aux actes bellicistes avant qu'il ne soit trop tard, il a également demandé à tous les acteurs de réévaluer leurs décisions concernant la fourniture d'armes et l'application de sanctions, en particulier celles qui pourraient affecter l'économie mondiale dans des domaines aussi critiques que la sécurité alimentaire.

Serbie

La Serbie a voté pour. L'ambassadeur a rappelé que la première attaque majeure en Europe après la Deuxième Guerre mondiale avait eu lieu en 1999 dans l'ex-Yougoslavie. Il a déclaré qu'il n'y avait eu aucune réaction des Nations unies à l'égard de la Serbie, et que les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Pour sa part, la Serbie continuera à plaider pour la fin du conflit, exprimant l'espoir que les parties instaurent la paix par le dialogue.

Djibouti

Djibouti a voté pour. Son représentant a insisté pour qu'un pays, s'il a des préoccupations légitimes en matière de sécurité, donne la priorité à l'utilisation des outils de la Charte. Il a réitéré l'appel de l'Union africaine à établir immédiatement un cessez-le-feu et à entamer sans délai des négociations sous les auspices des Nations unies. Il s'est alarmé des « représentations négatives » persistantes à l'égard des Africains et des déclarations de soi-disant experts qui établissent des distinctions entre les réfugiés fuyant le conflit au Moyen-Orient et ceux fuyant le conflit en Ukraine. « Nous sommes à un moment critique de l'histoire des Nations unies et nous devons mettre fin aux conflits et tout faire pour prévenir d'autres conflits. C'est à notre portée. [...] Mobilisons notre volonté politique pour y mettre un terme », a-t-il déclaré.

Argentine

L'Argentine a voté pour. Le ministre argentin des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, a confirmé lors d'une conférence de presse le 4 mars que la position de son pays, telle qu'exprimée précédemment par le président Alberto Fernandez, est que le dialogue et l'utilisation des voies diplomatiques et non des sanctions contre la Russie sont nécessaires pour résoudre le conflit en Ukraine.

L'Argentine appelle à la paix, à la désescalade du conflit, et les mesures coercitives unilatérales n'y conduiront pas, ni à un dialogue franc pour résoudre le conflit et sauver des vies, a déclaré M. Cafiero, ajoutant que son gouvernement était également opposé à la coupure des signaux des chaînes de télévision russes, comme le demandaient des membres de l'opposition, dans l'intérêt de la liberté de la presse.

Mexique

Le Mexique a voté pour. Lors de sa conférence de presse quotidienne du 2 mars, le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, a déclaré que son gouvernement n'imposerait pas non plus de sanctions à la Russie. Et ce, malgré l'opinion qu'il a exprimée précédemment, à savoir que toute forme d'invasion, en particulier par les grandes puissances, devrait appartenir au passé, car elle est contraire au droit international. M. López Obrador a déclaré que les sanctions économiques ne faisaient pas partie de la politique du gouvernement mexicain et qu'il s'efforcera plutôt de promouvoir le dialogue pour parvenir à la paix. Il a ajouté que le Mexique souhaitait maintenir de bonnes relations avec tous les gouvernements du monde et être dans des conditions permettant de parler aux parties en conflit.

Invité à donner son avis sur l'interdiction des médias russes comme le font certains pays, il a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec la censure des médias. "J'étais contre lorsque le compte de médias sociaux du président Trump a été annulé, et je ne suis pas d'accord avec le fait que les médias russes ou ceux de tout autre pays soient censurés ; nous devons défendre la liberté", a-t-il déclaré.

Il a ajouté : « Il ne peut y avoir de double langage, de double standard. Nous ne pouvons pas parler de liberté et, en même temps, nous ne pouvons pas parler d'un autre monde. Nous ne pouvons pas parler de liberté et en même temps limiter la liberté d'expression. »

L'état de la démocratie américaine

Le discours de Joe Biden sur l'état de l'Union: une tentative dérisoire d'unir les factions rivales du pouvoir

– Kathleen Chandler –

La première année de règne de Joe Biden a été difficile et les États-Unis ont dû faire face à de nombreux problèmes, tant au pays qu'à l'étranger. Le président Joe Biden a prononcé son discours sur l'état de l'Union le 1er mars qui avait pour thème principal la volonté d'unir les factions rivales du pouvoir comme si la situation était bonne ou comme il l'a dit : « Nous sommes plus forts aujourd'hui qu'il y a un an. »

Ce n'est pas le cas. Joe Biden parle dans une situation où les conflits entre les oligarques privés et leurs représentants au gouvernement alimentent une guerre civile ouverte, comme en témoignent le dysfonctionnement du Congrès, les élections qui ne règlent aucun problème et les conflits au sein et

entre la présidence, les forces armées et les représentants fédéraux et des États.

Il est important de comprendre que les deux principales factions, celle actuellement dirigée par Joe Biden et celle actuellement dirigée par Donald Trump, se battent pour concentrer encore plus de pouvoirs de police dans l'exécutif fédéral et pour contrôler le bureau du président comme un instrument permettant de tout contrôler. Joe Biden le fait en déclarant que les institutions démocratiques sont représentatives et que la démocratie américaine est le modèle à suivre pour le monde entier. La sédition, les accusations de conspiration et le refus d'un transfert pacifique du pouvoir sont tous liés à la Constitution des États-Unis et à son utilisation pour justifier ce qui ne peut l'être. Donald Trump, en revanche, est guidé par la volonté non pas de maintenir les structures actuelles de la soi-disant société civile et de la constitution, mais de les briser toutes car considérées comme des obstacles à un pouvoir oligarchique clair.



Joe Biden a commencé son discours sur l'état de l'Union par : « Ce soir, nous nous réunissons en tant que démocrates, républicains et indépendants, mais surtout en tant qu'Américains, avec un devoir les uns envers les autres, envers l'Amérique, envers le peuple américain, envers la Constitution. Et une détermination inébranlable, à savoir que la liberté triomphera toujours de la tyrannie. »



Il a ensuite parlé de l'Ukraine. Il a déclaré : « Je demande à chacun de nous, si vous êtes capables de le faire, de se lever ici ce soir dans cette Chambre pour envoyer un message sans équivoque au monde et à l'Ukraine. Oui, nous, les États-Unis d'Amérique, sommes aux côtés du peuple ukrainien. » Des drapeaux ukrainiens avaient été distribués et de nombreux membres du Congrès les avaient, tandis que d'autres portaient des épinglettes du drapeau ukrainien. L'ambassadrice d'Ukraine aux États-Unis était présente et a reçu une ovation debout. Tous les efforts ont ainsi été faits pour utiliser l'Ukraine pour détourner l'attention des crises qui font rage à l'intérieur des États-Unis, d'un océan à l'autre, de manière à unir les factions rivales parmi les dirigeants, notamment les forces armées, dont les représentants étaient également présents, et leur bureaucratie.

Étant donné que les causes de la guerre civile qui fait rage parmi les dirigeants aux États-Unis ne sont pas imaginaires, les efforts de Joe

Biden pour écarter les conflits croissants en enflammant les passions en faveur de l'Ukraine n'iront pas loin bien longtemps.

Joe Biden a continué de parler de l'Ukraine, ciblant à plusieurs reprises Vladimir Poutine avec l'approche personaliste habituelle, les injures et les accusations de « dictateur ». Bien sûr, les États-Unis ne doivent pas être accusés d'être un agresseur qui mène des guerres, d'être une force d'invasion dans le monde entier, l'architecte de « révolutions de couleur » pour un changement de

régime. Cela ne s'appelle pas le diktat des États-Unis. Cela s'appelle la liberté.

L'histoire de l'expansion de l'OTAN vers l'est d'une manière qui menace les frontières de la Russie et l'ingérence des États-Unis en Ukraine pour en faire une base avancée menaçant les intérêts russes dans la zone la plus stratégique de la mer Noire et de la mer d'Azov ont rendu le déséquilibre dans le monde réellement plus dangereux. Ce déséquilibre s'est installé lorsque la division bipolaire entre les deux superpuissances a pris fin, avec l'effondrement de l'ancienne Union soviétique.

L'absence d'un équilibre favorable à l'humanité est un sujet d'inquiétude important pour les peuples du monde d'aujourd'hui. Elle a conduit à la situation défavorable actuelle en Ukraine, dont on ne peut prévoir l'issue tant que ce ne sont pas les peuples qui prennent les décisions qui touchent leur vie. Le fait est que Joe Biden et son fils ont directement profité de la prise de contrôle des institutions financières et politiques de l'Ukraine par des intérêts privés étroits, mais, bien sûr, cela n'est pas à souligner lorsque l'on prétend que tout le monde est uni et que le butin est à portée de main.

Joe Biden a réaffirmé qu'il n'y aurait pas de troupes américaines sur le terrain en Ukraine. Il est tout à fait satisfait d'utiliser le peuple ukrainien et les mercenaires étrangers comme chair à canon au nom de grands idéaux. « Nos forces ne sont pas engagées et ne s'engageront pas dans le conflit avec les forces russes en Ukraine », a-t-il déclaré, ajoutant : « Nous avons mobilisé des forces terrestres américaines, des escadrons aériens et déployé des navires pour protéger les pays de l'OTAN, notamment la Pologne, la Roumanie, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. »

Cela indique que les provocations contre la Russie vont se poursuivre, ce qui inclut le milliard de dollars envoyé jusqu'à présent au gouvernement ukrainien en armement et ce que l'on appelle une aide économique et davantage de sanctions.

Joe Biden a également exprimé ce qu'il considère comme une réalisation de son administration : « Nous voyons l'unité entre les dirigeants des nations, une Europe plus unie, un Occident plus uni. » Il est resté silencieux sur le fait qu'en une courte année, son administration a présidé à pas moins de trois échecs en matière de politique étrangère : le premier, l'incapacité de ses agences de renseignement à prévoir le chaos qui accompagnerait la défaite américaine en Afghanistan, le deuxième, l'incapacité de ses agences de renseignement à prévoir son échec à renverser le gouvernement révolutionnaire de Cuba en juillet 2021, et le troisième, son échec à forcer la Russie à renoncer à ses intérêts sécuritaires et à se soumettre au diktat des États-Unis.



Joe Biden s'est vanté d'avoir réalisé l'unité de l'Europe, comme si la Russie n'était pas le plus grand pays européen en termes de superficie et de population. C'est un grave problème pour l'avenir. De plus, rien n'est dit sur la coercition, le chantage et les fausses promesses, exercés à la manière des tueurs à gages mafieux derrière des portes closes, pour forcer les pays européens, grands et petits, à accepter l'ordre du jour des États-Unis, même si cela signifie que l'imposition de sanctions va à l'encontre de leurs propres intérêts. Comme pour les efforts visant à unifier les factions aux États-Unis, il est peu probable qu'une telle unité persiste étant donné les divisions au sein de l'OTAN entre les États-Unis et l'Europe dans son ensemble et au sein de l'Europe.

On peut voir à quel point les propositions de Joe Biden ne sont pas sérieuses lorsqu'il souligne dans son discours le « devoir » de maintenir la constitution américaine en place. Dans ce contexte, il demande maintenant au département de la Justice de s'en prendre aux oligarques russes, ce qui ne relève pas de sa compétence à l'heure actuelle. « Ce soir, je dis aux oligarques russes et aux dirigeants corrompus qui ont empoché des milliards de dollars en se servant de ce régime violent :

c'est fini. Le département de la Justice des États-Unis forme actuellement un groupe de travail spécialement chargé des poursuites à l'encontre des crimes des oligarques russes. Nous nous associons à nos alliés européens pour trouver et saisir leurs yachts, leurs appartements de luxe, leurs jets privés. Nous allons cibler vos biens mal acquis. »

Il reste à voir quels oligarques américains sont pris dans ce filet et les luttes intestines qui en découlent et si des appels seront lancés pour que Joe Biden agisse de la même façon avec les oligarques américains à l'intérieur même des États-Unis. Bien des gens aux États-Unis doivent se demander pourquoi et comment le département de la Justice des États-Unis peut mettre en place un groupe de travail pour s'attaquer aux oligarques russes alors qu'aucun groupe de travail de ce type n'existe pour cibler les oligarques américains, qui sont pourtant connus pour leur corruption, leur énorme richesse mal acquise même pendant la pandémie de COVID et leurs nombreux crimes contre les travailleurs, y compris les immigrants.

Ces efforts visent à détourner l'attention des responsabilités auxquelles veut se soustraire le département de la Justice des États-Unis concernant les violences meurtrières racistes commises par la police, les crimes bien documentés des centres de détention privés et les conditions dans toutes les prisons américaines, les crimes des oligopoles pharmaceutiques, le génocide en cours contre les Noirs et les Autochtones, et plus encore. Cela révèle que Joe Biden se plie aux exigences de la bureaucratie civile, qui est également très divisée, en espérant qu'elle s'unira derrière cet appel pour que le département de la Justice s'en prenne aux oligarques russes au lieu de s'attaquer à ce qui se passe aux États-Unis même.

Cela explique également pourquoi Joe Biden n'a pas du tout parlé de la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 par les forces de Donald Trump et de la position du département de la Justice concernant ces poursuites. Tout cela n'est qu'une illusion qui ne manquera pas de voler en éclats tôt ou tard. Cela révèle que la classe ouvrière et le peuple doivent se préparer dès maintenant à ne pas être divisés en factions dressées les unes contre les autres, comme c'est le cas avec la crise en Ukraine, mais à s'unir sur la base de leurs propres intérêts pour des objectifs qui les favorisent eux plutôt que les oligarques où que ce soit.

Un étalage odieux de chauvinisme américain pour justifier les stratagèmes pour payer les riches

Un autre moyen par lequel les dirigeants américains s'efforcent d'unifier leurs rangs, tout en gagnant le soutien du peuple, est d'inciter au chauvinisme américain. C'est ce qu'a fait Joe Biden en mettant l'accent sur « Acheter américain ». Il a donné des exemples répétés de la manière dont « Acheter américain » bénéficiera à l'économie. La répétition et l'insistance étaient telles que ceux qui étaient présents ont commencé à scander USA ! USA !

Les tentatives de Joe Biden d'exprimer son inquiétude pour la population sonnent vraiment très faux. « Tant de familles vivent, d'un chèque de paie à l'autre, luttant pour faire face à la hausse du coût de la nourriture, de l'essence, du logement et bien plus encore », a-t-il déclaré. Il a parlé de choses comme l'augmentation du salaire minimum et la possibilité pour les travailleurs de se syndiquer pour dissimuler le fait que, même si son point fort est censé unifier les factions rivales pour faire adopter des lois, il n'a pas réussi à faire adopter sa principale loi « Build Back Better ». Selon lui, « Acheter américain » et les projets de loi actuels devant le Congrès sur les infrastructures et l'innovation ont pour but de concurrencer la Chine et de fournir un financement public aux oligopoles.

Ford et GM vont recevoir une aide pour ces véhicules électriques, notamment le gouvernement fédéral qui construira des bornes de recharge pour véhicules électriques et achètera les voitures.

Parlant d'abord du projet de loi sur les infrastructures, Joe Biden a déclaré : « Il va transformer l'Amérique et nous mettre sur la voie pour gagner la compétition économique du XXI^e siècle à laquelle nous sommes confrontés avec le reste du monde, en particulier avec la Chine. »

Reprenant la perspective de Donald Trump de rendre sa grandeur à l'Amérique à nouveau, il a déclaré : « Nous acheterons américain pour nous assurer que tout, du pont d'un porte-avions à l'acier sur les garde-fous sur les routes, sont fabriqués en Amérique. » Il a ajouté que pour rivaliser pour les meilleurs emplois de l'avenir, « nous devons également jouer à égalité avec la Chine et d'autres concurrents ».

Concernant le *Bipartisan Innovation Act* qu'il tente de faire adopter par le Congrès, Joe Biden a parlé de la promesse d'Intel de construire un « méga site » de semi-conducteurs dans l'Ohio. Il a dit : « Le PDG d'Intel, Pat Gelsinger, qui est ici ce soir, m'a dit qu'ils étaient prêts à augmenter leur investissement de 20 à 100 milliards de dollars. Ce serait l'un des plus gros investissements dans le secteur manufacturier de l'histoire américaine. Et tout ce qu'ils attendent, c'est que vous adoptiez ce projet de loi. » Intel est une grande force technologique et manufacturière, avec 79,02 milliards de dollars de revenus pour 2021.

Joe Biden a répété les habituelles promesses vides de sens dont les travailleurs savent qu'elles ne seront jamais tenues. L'ensemble du discours a souligné le fait que des intérêts privés supranationaux étroits ont usurpé les pouvoirs décisionnels du gouvernement et qu'ils exigent que le trésor public soit entièrement utilisé pour leurs intérêts privés afin de concurrencer efficacement la Chine et d'anéantir la Russie.

Dans une économie mondialisée néolibérale, les travailleurs ont appris que leurs intérêts ne résident pas dans la concurrence avec leurs confrères du monde entier, mais dans des efforts communs pour défendre leurs droits et faire front. Ainsi, « Acheter américain » ne vise pas seulement à unir les factions rivales de la classe dirigeante en leur assurant que le trésor public est à leur disposition, mais aussi à convaincre les travailleurs américains de se joindre au chauvinisme et de se ranger aux côtés des oligarques américains contre les travailleurs de Chine, de Russie et d'ailleurs.

Joe Biden a également abordé la question des impôts pour tenter de rallier les gens derrière lui. « Le système fiscal n'est pas équitable », a-t-il déclaré comme s'il était le premier président à faire une telle découverte afin de remettre une fois de plus une plus grande part des richesses aux riches. Il donne l'exemple des grands oligopoles qui ne paient pas d'impôts. Sa solution est la même que celle de ceux qui l'ont précédé, c'est-à-dire « supprimer les échappatoires » et augmenter le taux d'imposition des sociétés, actuellement fixé à 21 %. « Plus de 130 pays se sont mis d'accord sur un taux d'imposition minimum mondial afin que les entreprises ne puissent pas se passer de payer leurs impôts chez elles en expédiant des emplois et des usines à l'étranger », a-t-il déclaré. Tout cela est dit pour cacher ce qui est bien connu : le taux d'imposition ne détermine pas la façon dont les oligopoles aux intérêts mondiaux opèrent, car se soustraire au paiement des impôts fait toujours partie de leurs plans. « Supprimer les échappatoires » n'a jamais résolu un seul problème d'inégalité, d'appauvrissement et d'oppression où que ce soit, et certainement pas aux États-Unis.

Les efforts de Joe Biden pour gagner le soutien du peuple tout en coupant toute discussion sur les alternatives en matière d'impôts n'ont aucune chance de décoller, et encore moins de se réaliser. La meilleure et la plus simple façon de s'assurer que les oligopoles paient est que le gouvernement sécurise les fonds au point de production. Cela éliminerait le besoin d'impôts sur le revenu des particuliers tout en fournissant des fonds suffisants pour les programmes sociaux. Bien sûr, de telles alternatives ne doivent pas être envisagées.

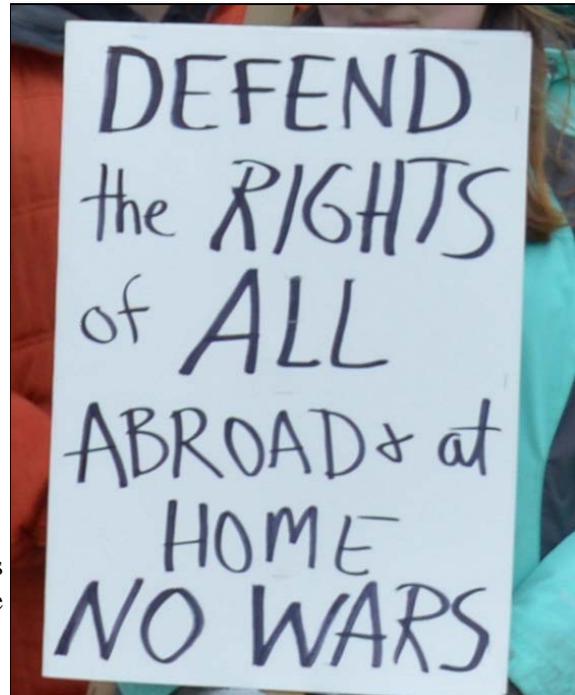
« Un programme d'unité pour la nation »

Dans le cadre de ses efforts pour unifier les factions rivales, Joe Biden a déclaré au Congrès américain : « Arrêtons de nous voir comme des ennemis et commençons à nous voir pour ce que nous sommes vraiment : des compatriotes américains. » Il a ensuite proposé ce qu'il appelle un « programme d'unité pour la nation ». Il s'agit de ce qu'on dit être des questions non controversées : vaincre l'épidémie d'opioïdes, s'attaquer aux problèmes de santé mentale, en particulier chez les enfants, soutenir les anciens combattants et « mettre fin au cancer tel que nous le connaissons ».

Le dysfonctionnement des élections et du Congrès lui-même, notamment son incapacité à adopter des lois importantes, fait partie des facteurs qui alimentent la guerre civile, car ces mécanismes de résolution des conflits ne fonctionnent plus. Une année de règne de Joe Biden montre que son talent à faire adopter des lois, notamment au Sénat, a perdu son efficacité. C'est pourquoi son programme de questions non controversées visant à unir les factions rivales et à montrer au public que le Congrès peut faire quelque chose est également voué à l'échec.

Les institutions qui ne fonctionnent plus et n'arrivent pas à concilier des intérêts ne peuvent être amenées à fonctionner simplement parce que vous leur fournissez des questions prétendument non controversées.

Les intérêts privés étroits sont omniprésents, partout, et toutes les occasions sont saisies pour que les intérêts privés étroits s'enrichissent. L'anarchie et la violence règnent et aucun pouvoir de police concentré dans le Bureau exécutif du président ne permettra de contrôler ces intérêts privés ou de faire disparaître cette caractéristique de la situation actuelle. Les divisions et les conflits entre les dirigeants vont sans aucun doute s'intensifier, car ils ne sont pas en mesure d'apporter des solutions aux problèmes de la société et refusent de répondre à la demande de l'époque d'investir le peuple du pouvoir.



C'est une tout autre question pour la classe ouvrière et le peuple américains. Leur intérêt est de se constituer en la nation et de des saisir des pouvoirs de décision souverains, sur une base moderne où chacun peut parler en son nom propre et rejeter la Constitution et les structures de gouvernement qui consacrent l'inégalité, l'asservissement, la violence, l'oppression et la guerre. Ceux qui partagent le même sort ont des intérêts communs à gouverner d'une manière qui les sert, et non ceux qui occupent des positions de pouvoir et de privilèges. Ce sont les travailleurs et leur lutte pour leurs droits en tant qu'êtres humains, ainsi que leurs luttes pour humaniser l'environnement naturel et social, qui ouvrent la voie à l'avenir.

L'assaut du Capitole est considéré comme « une conspiration criminelle visant à frauder les États-Unis »

La Commission spéciale de la Chambre des représentants des États-Unis chargée d'enquêter sur l'assaut du Capitole des États-Unis du 6 janvier 2021 a maintenant conclu que Donald Trump et ses principaux alliés se sont engagés dans une conspiration criminelle. C'est la première fois qu'elle porte une telle accusation devant un tribunal. Le dossier fait partie des efforts visant à amener l'avocat de Donald Trump, John Eastman, à remettre des documents liés aux événements du 6 janvier 2021, en particulier des courriels émis entre le 4 janvier et le 7 janvier. John Eastman est celui qui a proposé l'avis selon lequel le vice-président Pence de l'époque pourrait rejeter les électeurs des États remportés par Joe Biden et donner l'élection à Donald Trump.

Les avocats de la Commission de la Chambre ont déclaré dans un mémoire déposé le 2 mars que la Commission « détient suffisamment d'éléments pour conclure de bonne foi que le président et les membres de sa campagne se sont engagés dans une conspiration criminelle visant à frauder les

Etats-Unis ». Ils disent que Donald Trump et ses principaux alliés se sont livrés à des crimes potentiels au cours de leur effort pour renverser les élections : conspirer pour frauder les États-Unis et faire obstruction à une procédure officielle du Congrès – le dépouillement des votes électoraux.

Le mémoire fait partie d'une affaire civile devant un tribunal fédéral de Californie contestant le refus de John Eastman de remettre des milliers de courriels demandés par la Commission, liés à son rôle dans la tentative de persuader Mike Pence de rejeter les électeurs de Joe Biden. John Eastman a cité le privilège avocat-client pour se défendre contre la remise des documents, car il a déclaré qu'il représentait Donald Trump à l'époque. Les avocats de la Commission ont fait valoir que les preuves qu'il a rassemblées ont conduit à une « croyance de bonne foi que Donald Trump et d'autres pourraient avoir commis des actes criminels et/ou frauduleux » et que John Eastman a été « utilisé pour servir ces activités ». Si tel est le cas, le secret professionnel de l'avocat ne tient pas.



« Les faits que nous avons rassemblés suggèrent fortement que les courriels du Dr Eastman peuvent montrer qu'il a aidé Donald Trump à faire avancer un stratagème corrompu pour entraver le dépouillement des bulletins de vote des collèges électoraux et un complot visant à entraver la passation pacifique des pouvoirs », a déclaré le président de la Commission, le représentant Bennie G. Thompson (Mississippi) et la vice-présidente, la représentante Liz Cheney (Wyoming), dans un communiqué.

Il est significatif que la commission de la Chambre ait choisi maintenant de porter les accusations.

Le président Joe Biden, dans son discours sur l'état de l'Union, n'a fait aucune mention du 6 janvier. Cela faisait partie de ses efforts pour unifier les factions rivales parmi les dirigeants, en utilisant le conflit en Ukraine et ce qu'il a appelé son « programme d'unité ». Il a choisi de ne pas aborder le très grave conflit autour du 6 janvier, directement lié à l'augmentation des conditions de guerre civile aux États-Unis. Trump et ses partisans, avec leur tentative de coup d'État du 6 janvier, ont clairement montré qu'ils ne respecteront pas la Constitution, tandis que Biden et le Comité de la Chambre continuent d'essayer de l'utiliser, ainsi que leur prétention à être « pacifiques », pour préserver l'union et garder le peuple dans le rang.

Le dysfonctionnement des élections et les conflits au sein des forces armées, de la présidence et entre elles, et avec les gouverneurs également, n'ont pas été réglés. Des généraux militaires à la retraite, de nombreux universitaires et d'autres disent qu'il n'y aura pas de passation pacifique des pouvoirs en 2024. Ils parlent ouvertement de la menace d'une guerre civile. Cela comprend une rupture de la chaîne de commandement militaire.

La commission de la Chambre a été un moyen principal pour tâter le terrain en termes d'aller de l'avant avec des accusations criminelles contre Donald Trump et ses alliés — ce qui empêcherait probablement Donald Trump de se présenter à la présidence. La Commission elle-même ne peut pas porter d'accusations, mais seulement faire des recommandations au département de la Justice. Le département de la Justice n'a pas répondu à ces dernières accusations. De plus, Joe Biden lui a maintenant confié une autre tâche, celle de poursuivre les oligarques russes, qui fait également partie de ses efforts pour unifier la bureaucratie.

Joe Biden est confronté à une situation d'échecs répétés, comme la défaite en Afghanistan, ainsi qu'à l'échec de l'adoption de sa loi phare « Build Back Better ». Il semble penser qu'en ne mentionnant pas le 6 janvier, il peut s'élever au-dessus des divisions et unifier les forces en présence, tout en utilisant la Commission pour laisser ouverte la possibilité de poursuites pénales

contre Donald Trump. Rien n'indique que cela réduira la discorde entre les factions dirigeantes rivalisant pour le pouvoir, les pouvoirs de la présidence étant les plus convoités de tous.



Les actions de masse du peuple continuent à exiger la fin de la violence et de l'impunité de l'État. Marche à Minneapolis, le 19 avril 2021.

(Photo: T. Webster)

Le gouverneur de la Floride propose une police électorale

Le gouverneur de la Floride Ron DeSantis a proposé de mettre sur pied une force policière spéciale dont le rôle serait d'enquêter sur les allégations de violation des lois électorales. Si cette proposition est approuvée par l'Assemblée législative de cet État, le nouveau bureau sera composé d'une équipe de 52 membres, y compris 20 agents de police, pour « mener enquête, identifier, appréhender et arrêter quiconque est soupçonné d'avoir violé » des lois électorales. DeSantis demande 5,7 millions de dollars pour créer un bureau des crimes électoraux et de la sécurité. Le bureau accorderait à la branche exécutive des pouvoirs sans précédent, permettant d'enquêter sur tout ce qu'elle percevrait comme étant une irrégularité électorale, allant même jusqu'à l'arrestation. Le pouvoir exécutif pourrait être directement mobilisé pour décider si des électeurs ou des votes sont valides, pour vérifier si l'approbation du comté au résultat du scrutin est valide, pour cibler les campagnes d'enregistrement des électeurs, etc.

Des agences policières de la Floride, des fonctionnaires responsables des élections locales et des procureurs de l'État ont déjà le pouvoir de faire respecter les lois électorales de la Floride. La police électorale de DeSantis les priverait de ce pouvoir pour le confier au gouverneur. Le secrétaire d'État de la Floride qui gérerait la force policière est nommé par le gouverneur.

La police électorale pourrait examiner des allégations de fraude électorale en Floride, mais aussi s'approprier les enquêtes menées par d'autres agences policières. DeSantis pourrait même demander à cette nouvelle agence d'enquêter sur les agents électoraux et « faire des cueillettes proactives d'information ainsi que des enquêtes pour identifier et prévenir des violations de la loi potentielles ou des irrégularités électorales ». Wesley Wilcox, un républicain qui supervise les élections dans le comté de Marion, dans le centre de la Floride, a dit qu'il a été estomaqué par ce qu'il appelle le libellé « costaud » du projet de loi et qu'il fait passer les représentants du comté pour des « méchants ». Le superviseur des élections du comté de Broward (région de Miami), Joe Scott, a dit : « On dirait qu'ils vont cibler les organisations communautaires – le genre d'organisation qui sort et qui mène des campagnes d'enregistrement des électeurs. »

DeSantis dit que sa proposition va « faire en sorte que les Floridiens auront confiance que leur vote va compter ». Il importe de rappeler le contexte dans lequel cette proposition est faite, celui d'une

conscience généralisée parmi les gens selon laquelle les élections américaines sont tout sauf « libres et équitables » et qu'elles font partie d'un système conçu pour maintenir les riches au pouvoir tout en excluant le peuple, y compris en entravant le droit de voter. Les votes de presque la moitié des gens admissibles ne sont pas comptés parce que ce n'est pas possible pour eux de s'enregistrer et un grand nombre de gens enregistrés font face à de nombreux autres obstacles.

La nouvelle police électorale est un instrument visant à accroître le pouvoir exécutif sur les élections tout en intimidant et criminalisant les électeurs dans un contexte où, que ce soit en Floride ou ailleurs au pays, la fraude électorale, n'existe pratiquement pas. Les fraudes commises par les fonctionnaires, par contre, sont bien connues, qu'il s'agisse d'enlever le nom d'électeurs des listes, souvent sur une base raciste, fermer ou déménager des bureaux de vote la journée des élections, imposer des exigences arbitraires aux personnes qui cherchent à s'enregistrer, etc.

DeSantis est parmi ceux qui proposent des lois additionnelles pour des exigences plus strictes liées à l'identification des électeurs pour le vote par correspondance et le dépôt de bulletins de vote dans des urnes consignées à cet effet, lesquelles ont été très utilisées dans le contexte de la COVID. Le fait d'établir des districts électoraux est une autre façon d'annuler des votes et de favoriser soit les démocrates ou les républicains. En plus de son agence de police électorale, DeSantis propose une carte de district qui favorise les républicains et affaiblit le vote des Noirs, par exemple.

Un plus grand pouvoir exécutif et le recours aux pouvoirs policiers pour criminaliser les électeurs, tant au niveau des États qu'au fédéral, ne résoudra aucun problème – mais aux yeux du peuple, cela ne fait que confirmer que les personnes au pouvoir en ce moment sont inaptes à gouverner.

D'autres preuves du rejet élevé de bulletins de vote postaux des Noirs et Latinos

L'État de Washington a récemment procédé à un examen des bulletins de vote par correspondance pour les élections de 2020. Le bureau du vérificateur de l'État a constaté que certains comtés étaient plus susceptibles de rejeter les bulletins de vote par correspondance des Noirs, des Latinos et des jeunes électeurs par rapport à d'autres groupes démographiques. Un nombre beaucoup plus important de personnes ont utilisé des bulletins de vote par correspondance compte tenu des conditions de COVID.

Le contrôle a déterminé que les bulletins de vote par correspondance appartenant aux électeurs noirs étaient rejetés quatre fois plus souvent que ceux des électeurs blancs. De tels rejets ont disqualifié un vote par correspondance sur 40 des Noirs. La cause de chaque rejet était une signature problématique. Les taux de rejet étaient également plus élevés pour les électeurs autochtones, latinos, asiatiques et insulaires du Pacifique. (Une signature est requise chaque fois qu'une personne s'inscrit et est ensuite incluse dans les listes électorales pour vérifier son identité.)



Le contrôle a également déterminé que « le lieu de résidence d'une personne était le facteur le plus important pour déterminer si son bulletin de vote était rejeté ». Les bulletins de vote par correspondance soumis à certains comtés étaient quatre à sept fois plus susceptibles d'être rejetés que ceux soumis à d'autres. Les responsables électoraux sont bien conscients de la nature ségréguée des villes américaines et des codes postaux qui comptent un plus grand nombre de Noirs ou de Portoricains, ou d'Américains mexicains, etc.

Selon les responsables électoraux de Washington, les taux de rejet n'étaient pas « intentionnels ». On se demande alors comment il se fait que ceux qui ont longtemps été la cible de la répression électorale soient les plus touchés.

Les responsables ont déclaré que les signatures étaient manquantes ou qu'elles « ne correspondaient pas » à celle figurant au dossier. Dans les deux cas, il existe des recours immédiats, comme fournir un bulletin de vote temporaire ou provisoire jusqu'à ce que l'électeur puisse être contacté. Ces bulletins sont conservés séparément et comptés lors de la vérification. Dans certains cas, ils ne sont comptés que lors d'élections serrées, également après vérification.

Selon les responsables, le problème des signatures rejetées pourrait être le résultat de « l'inexpérience des électeurs, des problèmes de langue ou d'autres facteurs ». Ils peuvent également être le résultat de fonctionnaires manipulant les listes ou ne conservant pas les registres appropriés de l'électeur et de sa signature.

Les signatures et la capacité arbitraire de les rejeter, ainsi que les nombreuses autres exigences d'inscription et de vote, sont autant plus de moyens d'empêcher les gens de voter ou d'empêcher que leurs votes soient comptés. Il est également vrai que si les comtés ont la responsabilité principale, le secrétaire d'État de chaque État a le pouvoir d'éliminer arbitrairement des noms des listes, comme cela a été fait à plusieurs reprises dans des États comme la Floride, l'Ohio et ailleurs. La fausse affirmation est faite par des fonctionnaires que la personne est morte, ou un criminel, ou avait déménagé, etc., ciblant toujours les électeurs noirs et latinos, et la personne ne le sait même pas jusqu'à ce qu'elle tente de voter.

Beaucoup demandent l'élimination de la nécessité d'une signature, car il existe déjà une trace indiquant si une personne est enregistrée et si elle a voté à une élection donnée. En effet, la demande est qu'une commission électorale indépendante soit établie pour prendre la responsabilité de fournir et de maintenir une liste de tous les électeurs éligibles, d'éliminer l'inscription et la situation complètement inégale qui existe maintenant avec chaque État déterminant les règles et les fonctionnaires de l'État facilement capables de manipuler les listes sur une base raciste.

(Photo: A. Azikiwe)

Levez le blocus de Cuba par les États-Unis

Soixante ans de blocus criminel

– Ottawa Cuba Connections –



Cette année est le 60e anniversaire du blocus criminel que les États-Unis maintiennent contre Cuba. Le 3 février dernier, le président Miguel Diaz-Canel a à nouveau exigé la levée du blocus : « Le

gouvernement révolutionnaire, au nom du peuple cubain, exige avec force la fin du blocus imposé par les États-Unis. Notre dénonciation restera ferme et inchangée jusqu'à ce que cette politique inhumaine et illégale cesse. »

Le décret présidentiel 3447, signé le 3 février 1963 par le président de l'époque, John F. Kennedy, officialisait les actions des États-Unis contre la jeune Révolution cubaine qui, après son triomphe trois ans plus tôt, avait dû faire face aux opérations clandestines et à l'invasion mercenaire de la Baie des Cochons en 1961, invasion qui a connu une défaite cuisante aux mains du peuple cubain sous le commandement direct de Fidel sur le champ de bataille. Cette politique a été élargie et renforcée au cours de ces six décennies par des mesures telles que les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996). Au cours des cinq dernières années, les États-Unis ont renforcé le blocus contre Cuba en adoptant plus de 240 mesures coercitives unilatérales, dont 55 ont été approuvées pendant la pandémie. L'administration américaine actuelle soutient et élargit le blocus économique, commercial et financier contre Cuba tout en menant des campagnes de déstabilisation interne et pour discréditer Cuba sur le plan international, comme on a pu le voir l'été dernier.

Loin d'agir d'une position de force, les États-Unis sont totalement isolés dans leurs efforts criminels contre Cuba, puisque pendant 29 années consécutives la communauté internationale au sein de l'Assemblée générale des Nations unies a voté presque unanimement pour la levée du blocus. Bien que l'intention déclarée du décret présidentiel 3447 était de provoquer la famine et le découragement au sein de la population cubaine et de renverser le gouvernement, les États-Unis qui, avec Israël, votent contre les résolutions de l'ONU à chaque année, persistent encore aujourd'hui à répéter leurs rengaines habituelles au sujet du « respect des droits humains ». S'il y a une chose qui est devenue claire pour tout le monde, c'est que le blocus attaque le mieux-être et les droits humains du peuple cubain. Même pendant que les Cubains mettaient au point leurs propres vaccins pour combattre la pandémie, il a été extrêmement difficile d'obtenir certaines composantes médicales pour leur production en raison du blocus. Dans l'esprit d'oeuvrer sans relâche pour veiller au mieux-être du peuple, et grâce au dynamisme de ses institutions de santé, de recherche et scientifiques – elles aussi un legs de Fidel – le peuple cubain a surmonté cet obstacle.



Cuba a également l'appui des peuples du monde et entretient des relations d'amitié et commerciales avec les nations partout dans le monde. Un des aspects du blocus est précisément que les États-Unis s'ingèrent dans les affaires souveraines d'autres pays, tels que le Canada, leur dictant avec qui ils peuvent ou ne peuvent pas faire des affaires, les menaçant de sanctions financières.

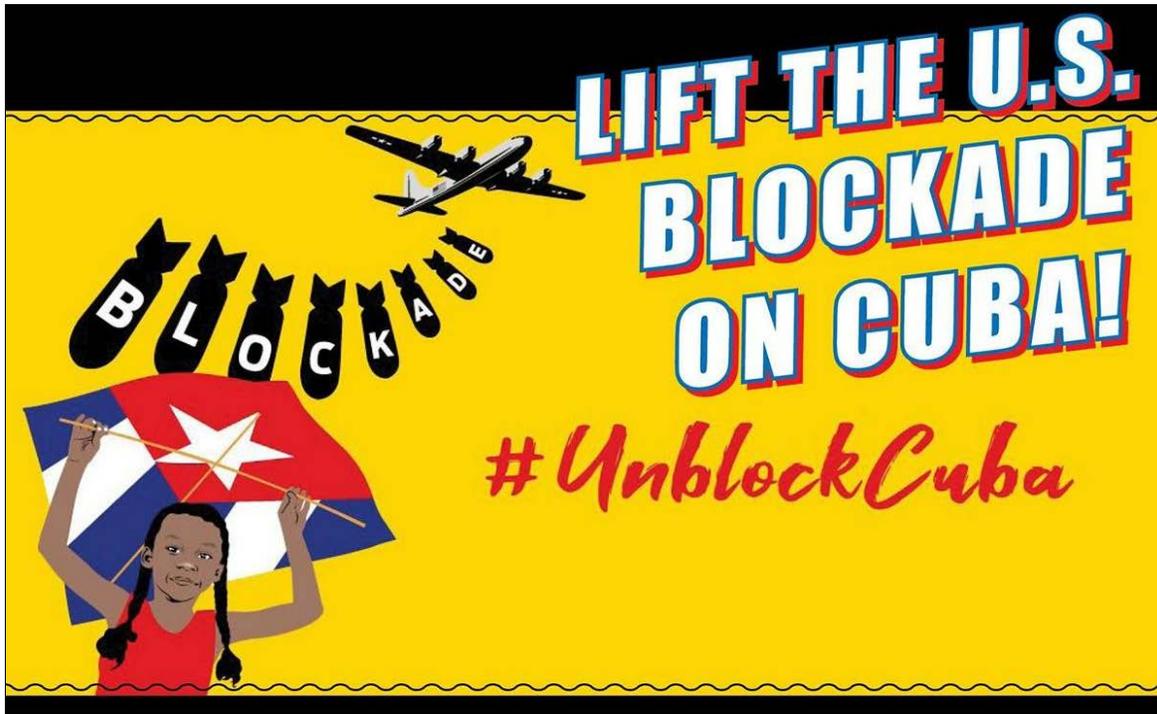
Tout au long de ces soixante ans, en dépit du blocus, le peuple cubain et son gouvernement révolutionnaire se sont battus pour surmonter les nombreux obstacles se trouvant sur leur chemin. Imaginez un instant tout ce que le peuple cubain réalisera dans tous les domaines lorsque le blocus des États-Unis ne pèsera plus sur ses épaules.

***Levez le blocus criminel contre Cuba !
C'est le droit humain le plus fondamental du peuple cubain de décider
de son propre destin sans ingérence étrangère !***

(Photos: Ottawa-Cuba Connections, CUPET)

La pétition contre la guerre des États-Unis contre Cuba a été un succès – reste à venir la réponse officielle d'Ottawa

– Le Réseau canadien pour Cuba –



La pétition parlementaire (e-3640) contre la guerre et le blocus économique des États-Unis contre Cuba a officiellement fermée pour signature le samedi 26 février à 8 h 31. La pétition a été lancée par le Réseau canadien pour Cuba et parrainée par Niki Ashton, députée au Parlement canadien pour la circonscription fédérale de Churchill-Keewatinook Aski dans la province du Manitoba.

Malgré une campagne de désinformation incessante menée par divers médias, en particulier Radio-Canada, la pétition est une réussite, avec la signature de 1 732 personnes.

La première mesure de succès a été d'atteindre les 500 signatures requises pour obliger le gouvernement du Canada à publier une réponse officielle.

Dès que le greffier des pétitions aura certifié la validité des 500 signatures, la pétition sera présentée à la Chambre des communes. Le gouvernement devra ensuite répondre dans les 45 jours qui suivent.

La deuxième mesure de succès est le fait d'avoir obtenu plus de signatures que la pétition anti-cubaine (e-3573), qui a été certifiée le 18 décembre 2021 avec un total de 700 signatures, et cela, en dépit d'un appui lourdement financé par les forces et sections réactionnaires de l'élite canadienne, qui ont usé de leur influence pour promouvoir la campagne anti-cubaine malveillante.

Au coeur de la pétition il y a un appel au gouvernement du Canada de prendre des mesures concrètes pour s'opposer aux attaques des États-Unis contre la nation insulaire héroïque et veiller à ce que ses politiques et ses relations avec Cuba ne reflètent pas ou ne suivent pas le diktat de Washington.

Notamment, la pétition mise sur le succès de la première pétition (e-3456) lancée en 2021, au cours de la dernière session parlementaire, par laquelle 3 375 citoyens et résidents du Canada ont fermement exigé la levée du siège économique et du blocus des États-Unis contre Cuba.

En signant les deux pétitions, des milliers de Canadiens ont affirmé que Cuba n'est pas seule face à la guerre économique et à la campagne de subversion de Washington.

Les Canadiens envoient un message fort et non équivoque à Ottawa.

En attente de la réponse du gouvernement, nous constatons la profondeur du respect et de l'admiration des Canadiens pour le peuple cubain. Indépendamment de leurs opinions politiques ou idéologiques, les Canadiens sont en faveur du développement d'une amitié authentique avec la nation insulaire et de relations basées sur le respect mutuel, l'égalité et la reconnaissance du droit de Cuba à l'autodétermination et à la souveraineté.

***Cuba si, bloqueo no !
Non à la guerre des États-Unis contre Cuba !***

*Isaac Saney
Coprésident et porte-parole
Réseau canadien pour Cuba*

Si le gouvernement des États-Unis se souciait vraiment de l'opinion de l'Assemblée générale des Nations unies, il lèverait le blocus contre Cuba!

– Le Réseau caribéen de solidarité avec Cuba –



Piquet de solidarité avec Cuba, Kingston, Jamaïque, 28 février 2022

Si le gouvernement des États-Unis se soucie de l'opinion de l'Assemblée générale des Nations unies, il devrait mettre fin à son blocus contre Cuba ! Le 2 mars, après un vote à l'Assemblée générale de 141 pour, 5 contre, 34 abstentions et 13 non participants, pour condamner l'action militaire de la Russie en Ukraine et exiger qu'elle cesse sur-le-champ, les représentants américains ont salué la décision de l'Assemblée générale. L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, a déclaré que « le monde s'est prononcé d'une voie claire et unifiée » et le président Joe Biden a affirmé que « la Russie est isolée ». Ainsi, les dirigeants américains tentent de faire croire qu'ils se soucient de l'opinion de l'Assemblée générale des Nations unies. Mais ce n'est de toute évidence pas le cas lorsqu'il s'agit du blocus illégal et criminel que les États-Unis ont imposé à Cuba au cours des 60 dernières années.

En fait, pendant 29 années consécutives, l'Assemblée générale des Nations unies a exprimé d'une voix claire et unifiée qu'elle condamnait le blocus de Cuba par les États-Unis et qu'elle exigeait la levée de ce blocus. Lors du dernier vote, le 23 juin 2021, les États-Unis se sont retrouvés encore plus isolés que la Russie lors du vote sur l'Ukraine. En effet, 184 pays ont voté en faveur d'une motion exigeant que cesse le blocus, 2 ont voté contre, 3 se sont abstenus et 4 étaient absents. Or,

les États-Unis ont bien montré qu'ils n'ont aucun respect pour l'opinion de l'Assemblée générale de l'ONU par leur refus de reconnaître tous ces votes exigeant la levée du blocus criminel.

Le gouvernement cubain a souligné que le blocus illégal fait partie d'une politique de siège et d'étranglement économique visant à faire du tort au peuple cubain dans le but de l'inciter à se soulever contre son gouvernement. Le blocus est devenu l'acte de guerre économique le plus complexe, prolongé et inhumain perpétré contre une nation et il constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains du peuple cubain. Il constitue un acte de génocide en vertu de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* de 1948. Les 60 années de blocus économique ont infligé plus de 144 milliards de dollars US en dommages au peuple cubain et à son économie.

Les États-Unis devraient laisser tomber leur prétention de se soucier de l'opinion de l'Assemblée générale et plutôt s'occuper de répondre à l'appel de cette instance à mettre fin au blocus illégal contre Cuba et son peuple.

Levez le blocus et laissez Cuba vivre !

(Voir: Caribbean Network for Solidarity with Cuba. Traduit de l'anglais par LML)

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca